

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



EL SALVADOR

**Les limites
du dialogue**

PEROU

**Le cours nouveau
des marxistes
révolutionnaires**



NICARAGUA

Riposte populaire à l'agression impérialiste

Sommaire du numéro 192 du 18 mars 1985

3	NICARAGUA	Riposte populaire à l'agression impérialiste	C. GARMENDIA, F. RIVERA
6	SALVADOR	Les limites du dialogue. Entretien avec un représentant du FMLN-FDR	Propos recueillis pour <i>Panorama</i>
10	PEROU	Un cours nouveau pour le PRT	DOCUMENT
20	POLOGNE	Le régime lance une campagne anti-ukrainienne	Arthur WILKINS
24	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	IRLANDE : Victoire dans l'affaire du « tablier de boucher ». LUXEMBOURG : Les fonds des mineurs britanniques détournés. EGYPTTE : Liberté pour les emprisonnés politiques. BOLIVIE : Les femmes de mineurs à l'avant-garde. GRANDE-BRETAGNE : Deuxième rencontre de solidarité avec les mineurs.		
28	GRENADE	La gauche révolutionnaire se reconstruit. Entretien avec George Louison	Propos recueillis par Charles MICHALOUX

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement Abonnement

Riposte populaire à l'agression impérialiste

PLUS que jamais, la révolution nicaraguayenne est en danger. En danger d'agression impérialiste directe, du fait des menaces verbales de plus en plus précises des dirigeants nord-américains et de leur aide aux contre-révolutionnaires qui sèment la terreur par leurs actions terroristes au Nicaragua. Mais la révolution nicaraguayenne est aussi mise en danger d'étranglement par la politique systématique de blocus économique et financier de l'impérialisme. S'ajoutant aux dégâts matériels et humains causés par les attaques de la « contra », cette stratégie veut affaiblir la révolution pour mieux ensuite lui porter un coup militaire fatal. Pour la seule année 1984, jusqu'au mois de novembre, les pertes occasionnées par la guerre impérialiste que les USA et leurs hommes de main livrent au Nicaragua révolutionnaire atteignent les 255 millions de dollars (soit environ 2,5 milliards de francs). Selon certaines sources, cela représenterait l'équivalent de 70 % des recettes d'exportation. Durant les quatre dernières années, ces pertes ont représenté plus de 1 milliard de dollars (soit 10 milliards de francs).

Face à la difficile situation économique qui s'en suit, le gouvernement nicaraguayen, tout en poursuivant sans relâche ses efforts de défense et la mobilisation populaire à cet effet, développe une tactique diplomatique audacieuse visant à desserrer l'étau du blocus impérialiste. Parallèlement, à l'intérieur,

le gouvernement sandiniste vient d'adopter des mesures économiques d'austérité suspendant les subsides accordés jusque-là à certains produits de première nécessité.

En effet, la politique gouvernementale de subventions était détournée de ses objectifs destinés à assurer un meilleur approvisionnement des masses populaires. Elle suscitait au contraire un renforcement du secteur spéculatif. Ainsi, dans le domaine agricole, la subvention des aliments de base, d'un coût important pour l'Etat, avait pour conséquence une réduction de la surface des terres réservées à la culture du maïs et des haricots, puisqu'il était plus rentable d'acheter ces produits aux prix subventionnés que de les produire, ce qui provoquait une augmentation de la spéculation et du secteur commercial informel.

La suppression des subventions des prix de certains produits de base se double toutefois d'une hausse des salaires, destinée notamment à attirer la main-d'œuvre dans le secteur productif et à maintenir le niveau de consommation des masses, malgré l'inflation.

Nous publions ci-dessous un reportage en provenance de Managua, qui fait le point sur la difficile situation économique de la révolution sandiniste et qui fixe les tâches indispensables de la solidarité internationale pour faire reculer l'agression impérialiste. ■

C. GARMENDIA,
F. RIVERA

Les dizaines de milliers de miliciens de Managua et des délégations en provenance des zones frontalières se sont rassemblés le 26 février 1985, jour du 5e anniversaire de la création des Milices populaires sandinistes, en riposte aux provocations de Ronald Reagan. Intitulée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) année « *Pour la paix, tous contre l'agression* », 1985 sera sans doute une année décisive pour la survie de la révolution sandiniste et pour l'avenir des luttes populaires de toute l'Amérique centrale.

Les forces mercenaires financées par la CIA et l'armée interventionniste impérialiste, ainsi que par ses pions dans la région, se mettent en place dans un contexte où tout dialogue est rompu (blocage des initiatives du groupe de Contadora, refus américain de comparaître devant la Cour internationale de la Haye). La machine de guerre impérialiste est en marche. Au Nicaragua se joue donc aujourd'hui le destin de la révolution, dans une situation économique intérieure de plus en plus affaiblie par l'agression et dans un contexte de mobilisation populaire.

UNE RIPOSTE DE MASSE

70 000 Nicaraguayens, membres des bataillons des Milices territoriales de Managua, ont manifesté dans la ville toute la journée du 26 février, armés et scandant

des slogans. Des paysans en armes venus des zones frontalières, originaires de Yali, Jalapa, Somotillo et de tant d'autres villages, symboles aujourd'hui au Nicaragua des hauts-lieux de la lutte et de la résistance populaire à l'impérialisme, se sont réunis sur la place de la Révolution.

Des ouvriers, des paysans, des femmes (des très jeunes et des très vieilles, mères et compagnes de camarades tombés au combat, qui ont repris le fusil de leur enfant, de leur compagnon), des jeunes, beaucoup de jeunes, garçons et filles, étudiants et travailleurs : « *A chaque bras, une arme !* » affirmait le ministre de la Défense, le commandant de la révolution Humberto Ortega, et il ajoutait : « *Nous ferons tout pour que chaque citoyen ait chez lui une arme* » pour défendre chaque pouce du territoire du Nicaragua.

Quant au commandant de la révolution et Président du Nicaragua, Daniel Ortega, il déclarait, le 8 février dernier au nom de la direction nationale du FSLN : « *La direction nationale du FSLN a lancé un appel à tous ses militants et sympathisants, à ses organisations politiques, de masse ou sociales. Nous lançons un appel au peuple du Nicaragua pour faire face à cette année 1985, pour que tous ceux-ci appuient de façon conséquente les mesures militaires et économiques qui sont et qui continueront d'être appliquées par le gouvernement de la République.* » (1)

Cette mobilisation n'est qu'un jalon dans l'élan et le vaste effort qui doit se dé-

velopper en 1985. Pour faire face à cette année cruciale, il a été décidé d'approfondir l'effort et la discipline pour organiser une arrière-garde combative et productive contre une éventuelle intervention de l'impérialisme.

Une campagne massive de mobilisation s'est développée à travers la presse, la TV, la radio, dans les usines, les coopératives, les quartiers. Des appels à l'inscription et à l'intégration des jeunes au Service militaire patriotique (SMP) sont lancés. C'était le tour, ces jours-ci, de Managua et de sa région. Des milliers de jeunes se sont présentés aux bureaux, un nouveau tour s'ouvrira ensuite dans tout le pays, intégrant une tranche d'âge plus jeune, après avoir enregistré la réserve active, pour défendre la révolution.

Les entraînements pratiques des bataillons des Milices territoriales (qui garantissent la défense locale, urbaine et rurale de façon permanente, avec l'appui de l'EPS et des jeunes du SMP, ainsi qu'avec la défense civile des femmes, des travailleurs et de tous les jeunes), ont commencé depuis une semaine à Masaya et à Managua : exercices de défense de toute la communauté contre des attaques aériennes, contre les bombardements ; riposte au fusil, refuges, utilisation de batteries anti-aériennes, premiers secours, lutte urbaine et rurale. L'insurrection populaire de 1978 revit, avec tous les moyens du

1. *Barricada*, organe du FSLN, Managua, 9 février 1985.

bord, face à la recrudescence de l'agression.

A Managua vient d'être inaugurée la Maison nationale d'appui aux combattants. Des mères de jeunes gens tombés au combat sont venues les premières donner des fonds collectés pour les combattants. Elles sont directement engagées dans des campagnes d'explication de la nécessité actuelle du SMP, qui ne va pas sans problèmes. Dans toutes les régions vont s'ouvrir des Maisons d'appui aux combattants.

Tous les cadres du FSLN et des organisations de masse sont mobilisés dans les tâches politiques et de défense. A l'Assemblée nationale élue le 4 novembre dernier, la lutte politique se poursuit. Objectif : prendre des mesures à la hauteur de la situation critique que connaît le pays et, surtout, acculer les partis bourgeois de l'opposition à prendre position et à se prononcer contre l'agression.

UNE NOUVELLE TACTIQUE MILITAIRE DE LA « CONTRA »

Il n'y a pas un jour sans sa douloureuse liste de victimes de la guerre impérialiste imposée au Nicaragua : embuscades, massacres et enlèvements de paysans que la « contra » tente d'entraîner de force dans ses rangs, sont devenus une saignée quotidienne pour le pays. Destruction de coopératives — pointe avancée de l'organisation paysanne —, de récoltes, d'écoles, tout ceci crée un malaise et représente surtout un énorme coût économique et humain pour le pays.

La contre-révolution somoziste a intensifié sa tactique de 1980 : opérations limitées par petits groupes qui tendent des embuscades à des paysans ou à des responsables politiques, à des techniciens et à des éducateurs, pour créer la terreur tout en évitant d'affronter l'armée populaire qui leur inflige de lourdes pertes. C'est un changement de tactique face à l'échec de 1983-1984. Ces coups d'éclat visent bien évidemment l'économie et la production.

L'objectif des contre-révolutionnaires en ce premier trimestre 1985 est d'empêcher au maximum la récolte de café. Des dizaines d'embuscades sont tendues à des « cortadores » volontaires, étudiants et travailleurs ou à des ouvriers agricoles. 20 propriétés privées de production de café ont été totalement détruites par les « contras » à Jinotega et à Matagalpa depuis décembre 1984. Environ 40 % de la production de café sera perdue à cause des effets directs et indirects de cette guerre. Autant de crimes abominables commis par les « paladins de la liberté » de Reagan.

L'ENJEU DU VOTE AU CONGRÈS DES ETATS-UNIS

Jusqu'à l'année dernière, la stratégie des mercenaires somozistes était d'essayer de « libérer » un bout du territoire nicaraguayen pour y installer un « gouvernement provisoire » qui aurait été immédiatement reconnu par les alliés des Etats-



La guerre détourne une grande part des ressources qui seraient nécessaires au développement économique. (DR)

Unis. Cela pouvait légitimer une intervention directe des armées des pays voisins d'abord, qui cherchent constamment un prétexte à ce conflit, et des USA ensuite. Cette stratégie a totalement échoué. Elle s'enlise aujourd'hui dans une tactique de terreur, d'attaques d'objectifs de production avec l'appui de plus en plus ouvert de la CIA et de l'administration Reagan, conjugué avec des manœuvres militaires conjointes entre le Honduras et les USA aux frontières, le minage des ports, les vols d'espionnage, etc. Mais cette impasse doit être surmontée aux yeux de l'administration US.

Alors que ces jours-ci les manœuvres Pino Alto-III mobilisent plus de 4 500 GI's aux frontières du Nicaragua (simulant une invasion pour se défendre contre « celle du Nicaragua » ...), que toutes les troupes mercenaires se concentrent aux frontières hondurienne et du Costa Rica, le dialogue est rompu par les USA, comme en témoigne le retrait américain des conversations bilatérales de Manzanillo, avec l'excuse de l'existence du « cadre de Contadora, meilleur », qu'ils boycottent ensuite avec arrogance, tout cela pour prouver au Congrès américain et au Sénat que le dialogue avec le Nicaragua est impossible.

Le commandant Humberto Ortega a déclaré qu'un blocus maritime total était à craindre et que toutes les mesures seront prises face à cette éventualité. Alors que des milliers de « cortadores » se sont mobilisés pour sauver la récolte de café, déjà ralentie à cause de la mobilisation en novembre pour assurer la défense de Managua, le fait que le café ne puisse ensuite pas quitter le port de Corinto aurait des conséquences dramatiques pour l'économie du pays.

Derrière ces 14 millions de dollars réclamés ouvertement au Congrès pour alimenter l'activité des « contras » se cache aussi la lutte que mène Reagan contre certains secteurs politiques bourgeois encore opposés à une intervention directe au Nicaragua. Auparavant, les aides à la

« contra » passaient par des canaux « discrets » de la CIA, des associations de mercenaires et d'« œuvres pieuses » et d'autres armées alliées, comme celle d'Israël. Si l'administration Reagan obtenait l'aval sans réticence du Congrès, cela signifierait qu'elle aurait réussi à faire l'unanimité sur sa politique de guerre déclarée à la place de la « guerre clandestine » menée jusqu'à présent. Cependant, il faut être clair sur le fait qu'un blocage de la discussion ou une non acceptation des crédits par le Congrès ne signifieraient nullement la fin de l'agression US.

LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE OUVRE DE NOUVELLES BRECHES DIPLOMATIQUES

Le gouvernement nicaraguayen vient d'inviter le Sénat et le Congrès des USA à former une commission bicamérale qui viendrait observer sur le terrain et « sans restrictions » que « le développement militaire de notre pays est complètement défensif et non pas offensif. » Le Président Daniel Ortega vient de faire cette proposition lors de la visite d'une délégation de la Conférence épiscopale des Etats-Unis au Nicaragua. L'archevêque de New York s'est déclaré prêt à servir d'intermédiaire dans cette nouvelle démarche. La Maison-Blanche a été encore une fois prise au dépourvu par l'audace diplomatique des sandinistes. Le porte-parole de Ronald Reagan, Larry Speakes, disait se réjouir de cette proposition, alors que le secrétaire d'Etat, George Schultz, tentait de discréditer cette initiative avec un discours anticomuniste hystérique.

Dans la ligne des prises de position de l'Internationale socialiste, certaines bourgeoisies latino-américaines se déclarent aussi opposées à une guerre contre le Nicaragua. Le Président Ortega va profiter de son voyage en Uruguay pour l'investiture de Sanguinetti, vainqueur des récentes élections (2), pour faire de nouvelles propositions et les acculer à se prononcer

2. Cf. *Inprecor* numéro 188 du 21 janvier 1985.

plus ouvertement sur cette question. La politique du « gros bâton », qui a coûté des milliers de vies dans les pays du cône du sud, paraît et s'avère aux yeux de ces bourgeoisies de moins en moins appropriée pour étouffer actuellement les luttes populaires et les processus insurrectionnels.

Dans ces pays semi-industrialisés d'Amérique latine, le mouvement populaire de solidarité avec le Nicaragua et contre l'intervention US renforce et revivifie en quelque sorte le mouvement revendicatif ouvrier intérieur. Les classes dominantes de ces pays, qui voient bien ce danger, sont portées à s'engager dans le processus d'appui au groupe de Contadora pour tenter de le museler. L'administration Reagan aussi s'en rend compte. Elle a crié haut et fort, par le biais de son ambassade à Buenos-Aires, son désaccord vis-à-vis du gouvernement de Raul Alfonsín, lors du départ de 150 jeunes de la Jeunesse communiste (JC) d'Argentine, partis en brigade au Nicaragua pour récolter le café. Une démonstration massive de 30 000 personnes a salué leur départ de Buenos-Aires.

On voit clairement jusqu'où peuvent aller les conséquences de la situation nicaraguayenne et de la mobilisation anti-impérialiste.

LE COUT DE LA GUERRE : LA CRISE ÉCONOMIQUE

Plus de 8 000 civils tués en 5 ans d'agression impérialiste, 120 000 paysans déplacés de leurs terres à cause de la pression des attaques constantes. Aujourd'hui, en 1985, 40 % du budget national du Nicaragua doit aller aux dépenses militaires contre 25 % en 1984. Cela provoque bien évidemment un déplacement de la mobilisation populaire, des secteurs productifs vers les zones de guerre, pour assurer la défense de la révolution, ce qui déséquilibre la production.

Cela s'ajoute aux multiples attaques et sabotages économiques : destruction de coopératives et d'unités de production, de récoltes, d'infrastructures productives, d'écoles, de centres de santé, de silos à grain ; minage des ports et, dernièrement, blocage d'un cargo de pétrole en provenance d'Equateur suite aux pressions des USA, ce qui restreindra encore plus l'approvisionnement énergétique du pays et ses capacités de transport ; blocage des crédits, etc.

L'objectif de ces opérations vise à empêcher la récolte, mais aussi à terroriser les « cortadores » volontaires et les cultivateurs de café qui continuent de produire. Le gros de la production doit être déviée vers les combattants, vers les travailleurs mobilisés qui, eux, ne produisent plus. « Sur chaque centaine de paires de chaussures fabriquées au Nicaragua, 40 sont des bottes militaires ; sur 100 vêtements fabriqués, 40 sont des uniformes ; sur 100 savons, 40 vont aux combattants ; sur 100 livres de maïs récoltés, 40 vont au front de guerre », disait le commandant Ortega, le 8 février 1985 (3). Tout cela provoque déséquilibre, pénurie, spé-

culatation et inflation. Le pouvoir d'achat des travailleurs en pâtit.

Le gouvernement va arrêter les subventions de 11 articles de base. Celles-ci atteignaient la somme de 7 millions de dollars (70 millions de francs) par an. Cette masse d'argent va être déplacée vers le secteur directement productif, afin d'augmenter les salaires des travailleurs. Ces derniers devraient connaître une hausse de 46 %, et de 100 % pour les ouvriers agricoles. En un premier temps, cela concerne les travailleurs urbains productifs et ceux de l'administration, les ouvriers agricoles viendront ensuite. Cette augmentation, inférieure au taux d'inflation réel de 1984, sera réajustée dans 2 ou 3 mois pour rééquilibrer les salaires par rapport aux prix. Ceux-ci aussi vont subir une forte augmentation, à cause de la suppression de la subvention de l'Etat et de la hausse des prix d'achat aux producteurs agricoles.

La crise et l'austérité dans une situation économique rendue délicate par le blocus impérialiste n'empêchent pas le gouvernement révolutionnaire d'augmenter les salaires et de tenir pour prioritaire le pouvoir d'achat des travailleurs et le niveau de vie des masses. Ces mesures ont été discutées et élaborées avec les syndicats avant de passer en débat devant l'Assemblée nationale.

Des mesures ont été adoptées pour généraliser les points de vente contrôlés par le ministère du Commerce intérieur (MICOIN) dans les centres de travail. Gérés par les syndicats, ces commerces vendront les produits de base à prix fixes pour garantir que la hausse des salaires soit effective et éviter que les travailleurs ne s'approvisionnent sur le marché libre spéculatif. La liste de ces produits pourra être élargie par des échanges directs entre les entreprises. Cela se fera par l'intermédiaire des syndicats.

La consommation des produits de base n'a cessé d'augmenter depuis 1979. Elle a quasiment doublé, alors que la production, surtout depuis 1983, ne suit plus et que les importations alimentaires croissent. Il faut donc intensifier la production et, pour cela, il est nécessaire d'attirer vers le secteur productif la grande masse des travailleurs du secteur informel (vendeurs ambulants), qui préfèrent aujourd'hui spéculer avec les produits subventionnés par l'Etat, ce qui est une activité beaucoup plus rentable pour eux.

Dans un premier temps, la consommation sera ralentie. Cela devrait permettre de relancer la production, notamment par de meilleurs prix d'achat aux producteurs, et de mettre en route de nouveaux canaux de production, de distribution et de contrôle du marché intérieur.

La consommation de viande, par exemple, a baissé de 25 % en une semaine à Managua et à Leon, suite à la hausse du prix de celle-ci. Mais surtout, on ne voit plus les intermédiaires venir faire la queue et vider les magasins dans la matinée. Ce sont les ménagères qui viennent acheter la marchandise pour leur propre consommation. Les taux de change du dollar subiront aussi des modifications. Le taux of-

ficiel de 28 cordobas contre 1 dollar ne correspond plus à la réalité des changes. Des changes différenciés, selon la destination ou la provenance des devises, seront mis en place.

Mais le gouvernement révolutionnaire nicaraguayen affirme clairement que ce sont là des mesures conjoncturelles, à revoir avec les organisations syndicales. Ces mesures ne prétendent donc pas apporter une solution définitive aux problèmes structurels d'une économie dépendante et en crise héritée du somozisme. Ce système économique, la révolution sandiniste ne prétend pas le modifier avec des hausses de salaires. C'est avec la réforme agraire, avec la nationalisation totale du système bancaire et du commerce extérieur, avec la nationalisation partielle du commerce intérieur et des transports, c'est par des mesures sociales concernant la santé et l'éducation gratuites, c'est par la mise sur pied de comités d'ouvriers et de salariés agricoles, par l'organisation de coopératives que le Nicaragua lutte depuis la prise du pouvoir de 1979 pour la transformation de ce modèle capitaliste dépendant.

Le Nicaragua aussi paye cher la crise économique internationale, en tant que pays dépendant et historiquement tourné vers l'agro-exportation et sans aucune infrastructure industrielle. Ce prix s'ajoute au boycottage impérialiste de ses produits proposés sur le marché mondial.

LES TACHES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La discussion du vote des 14 millions au Congrès des USA, la prise de distance de certains secteurs du Parti démocrate US par rapport à la tactique de Reagan, les prises de position de l'Internationale socialiste, celles des bourgeoisies latino-américaines et même de certains représentants des bourgeoisies européennes, sont en partie le résultat de la mobilisation des travailleurs contre l'intervention américaine. Ce n'est qu'en multipliant des mobilisations unitaires qu'il sera possible d'arrêter, aux côtés du peuple du Nicaragua et des autres peuples de l'Amérique centrale en lutte, l'agression impérialiste. C'est là la meilleure façon d'appuyer et de défendre la consolidation et l'approfondissement du pouvoir révolutionnaire au Nicaragua et l'extension de la révolution en Amérique centrale.

Nos tâches internationalistes prennent donc aujourd'hui toute leur importance pour la défense inconditionnelle du processus révolutionnaire au Nicaragua dans sa lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste. Comme l'a déclaré le commandant de la révolution, Bayardo Arce, « à la nouvelle idéologie impériale, il faut opposer un projet nouveau de solidarité internationale ».

C. GARMENDIA,
F. RIVERA,
Managua, 27 février 1985.

3. *Barricada*, organe du FSLN, Managua, 9 février 1985.

Les limites du dialogue

Entretien avec Hector Oqueli Colindres, représentant du FMLN-FDR

LE 15 octobre 1984 a eu lieu à La Palma une première rencontre entre une délégation du FMLN-FDR et des représentants du gouvernement salvadorien de Napoléon Duarte. Une nouvelle rencontre s'est déroulée un mois plus tard à Ayagualo. Pour Duarte, ces discussions avec la guérilla relèvent d'une politique destinée à doter son gouvernement d'une apparence démocratique. Mais cette initiative ne peut être séparée d'une vaste machination internationale visant à accroître la crédibilité et la légitimité du gouvernement de Duarte puissamment aidé par les Etats-Unis et à augmenter les pressions militaires et diplomatiques sur le FMLN-FDR.

Pour les forces du FMLN-FDR, l'acceptation de l'offre de dialogue faite par Duarte n'a pas été conçue comme une alternative immédiate à la poursuite du combat et de ses offensives militaires contre la dictature. La démarche pour parvenir à arracher un dialogue sans condition pour la paix était la réponse du FMLN-FDR à une série de problèmes nouveaux qui se posaient dans la lutte. Il s'agissait en effet d'utiliser le terrain diplomatique pour offrir une réponse politique à de larges secteurs des masses populaires favorables à une issue rapide à la guerre civile et pour lesquelles la victoire militaire à court terme du FMLN n'apparaît pas comme

une perspective possible. Par là même, les propositions du FMLN-FDR visaient à exacerber les contradictions d'un régime qui se prétend favorable à la paix tout en développant une politique concrète de répression, assimilable à la théorie de la « paix des 100 000 morts » très chère à l'oligarchie locale.

Enfin, le FMLN se devait aussi de riposter à l'accroissement de l'intervention américaine, qui contribue à modifier concrètement les conditions de la lutte des forces révolutionnaires. En effet, le développement actuel de l'affrontement de classe au Salvador et dans la région centro-américaine, et notamment l'intervention impérialiste, rendent nécessaire pour le FMLN-FDR une forme nouvelle de combinaison de la lutte militaire, politique et diplomatique. C'est ce que reflète l'interview de Hector Oqueli Colindres, membre de la commission politico-diplomatique du FMLN-FDR, qui aborde les problèmes relatifs à la conduite de cette politique de « dialogue » avec le gouvernement salvadorien et à ses limites. Cette interview est parue dans *Panorama*, une revue d'information sur l'Amérique centrale et la Caraïbe, dont le numéro 0 a été publié à Mexico, en janvier dernier. ■

« PANORAMA » : — En ce qui concerne le dialogue en cours, la première réunion a été considérée avec beaucoup d'optimisme par tout le monde. Cependant, il semblerait que la seconde rencontre laisse un arrière-goût d'impossibilité ou de difficulté majeure à la poursuite du dialogue.

Hector OQUELI : — Cette appréciation est juste. Il règne une certaine confusion entre les termes de dialogue, de négociation et de solution politique, ainsi que l'idée que l'on s'est fait sur ce qui se passait à La Palma (1).

L'utilisation de la publicité, surtout de la part du gouvernement qui dispose de tous les moyens de communication, a fait naître l'idée que, comme par magie, tous les problèmes du Salvador allaient être résolus, et surtout le principal problème que connaît le pays actuellement, à savoir la guerre.

Cette publicité n'a pas ôté de son sérieux au dialogue, les discussions furent en effet sérieuses. Mais elle a démontré son incapacité à transmettre avec exactitude au peuple et à la communauté internationale ce qu'il en était véritablement. On avait tellement parlé de la possibilité d'un dialogue, de négociations et de solution politique que, le moment venu, on n'a pas su comprendre ce qui se passait réellement à La Palma.

La Palma a été pour nous la première tentative réelle, sérieuse — on ne peut pas en dire autant de la part du gouvernement — de dialogue entre les deux acteurs

du conflit. Ce qui a réellement eu lieu, c'est un premier échange oral entre représentants des deux groupes, deux factions qui ont été en guerre durant les cinq dernières années au Salvador.

Contrairement à une idéalisation, ce qui s'est passé à Ayagualo le 30 novembre 1984, et les nombreux événements qui se sont produits entre les deux réunions, ont eu beaucoup d'importance. La guerre a continué. Suchitoto (2) survient précisément après La Palma. Le jour même de la réunion, il y eut des combats dans le département de Chalatenango. Un autre élément important, car il reflète crûment la réalité, c'est la mort du colonel Monterrosa (3). Ces faits, qui sont lar-

gement connus, ont rappelé au peuple salvadorien et à la communauté internationale que la guerre était là, qu'elle continuait.

Le 20 novembre 1984, réuni avec les commandants de toutes les garnisons militaires du Salvador, Napoléon Duarte obtient la permission de poursuivre le dialogue avec nous. Le 30 novembre, on arrive à Ayagualo (4) avec le souvenir encore plus présent du fait que le pays est toujours en guerre, mais aussi avec la conscience que l'on était en train de réaliser les premiers pas dans la perspective d'une des possibilités, qui ne constitue pas la seule voie, de trouver une solution au conflit salvadorien.

1. Le 15 octobre 1984 à La Palma, localité que se disputent la guérilla et l'armée, située à 80 kilomètres au nord de la capitale San Salvador, s'est tenue la première rencontre au sommet entre le gouvernement et le FMLN-FDR. Y participèrent pour le gouvernement José Napoléon Duarte, Abraham Rodriguez, René Fortin Magana, Adolfo Rey Prendes et le général Eugenio Vides Casanova. Pour le FMLN-FDR, Guillermo Manuel Ungo, Ruben Ignacio Zamora Rivas et les commandants Ferman Cienfuegos, Facundo Guardado, Lucio Rivera et Nidia Diaz.

2. Le 9 novembre 1984, dans l'attaque par le FMLN des garnisons militaires de la ville de Suchitoto, à 44 kilomètres au nord de San Salvador, dans le département de Cuscatlan, l'armée gouvernementale a subi une centaine de pertes humaines.

3. Le 23 octobre 1984, Radio Venceremos a informé que le bataillon d'appui de la brigade « Rafael Arce Zablah » avait détruit un hélicoptère dans les environs de Joateca (province du Morazan) au cours de l'opération « Atlacatl héroïque : mort aux envahisseurs et à leurs ma-

riottes » que le FMLN menait à ce moment-là. Le haut-commandement militaire a d'abord attribué la chute de l'hélicoptère à des « défaillances mécaniques ». Ensuite, des porte-parole militaires parlèrent d'une « bombe » posée par des membres de l'armée gouvernementale comme cause de la destruction. 14 personnes sont mortes et, parmi elles, des stratèges de premier plan, comme le colonel Monterrosa (Domingo), commandant de la 3e brigade d'infanterie et considéré comme l'officier de terrain le plus compétent en matière de tactique insurrectionnelle. Il dirigeait à ce moment-là l'opération Torola-IV.

4. Le 30 novembre 1984 a eu lieu la seconde rencontre des représentants du gouvernement et du FMLN-FDR à Ayagualo, dans le département de La Libertad. Y ont participé pour le gouvernement Abraham Rodriguez, Julio Adolfo Rey Prendes, Fidel Chavez Mena et le colonel Carlos Reinaldo Lopez Nuila, et pour le FMLN-FDR, Ruben Ignacio Zamora Rivas, Hector Oqueli Colindres, Dagoberto Gutierrez et le commandant Facundo Guardado.



Guérilleros du FMLN. (DR)

A Ayagualo la discussion s'engage sur des thèmes qui vont montrer que les conditions ne sont pas mûres pour convertir ce dialogue initial en négociations. Pour résumer, ce dialogue a provoqué beaucoup d'attentes de voir se réaliser une sorte de chemin vers la paix, alors qu'en réalité on apprenait à peine à marcher.

— En rapport justement avec l'idée que la guerre allait cesser, lorsque l'armée entreprend des actions militaires le FMLN les dénonce, comme si elles ne devaient pas exister dans le cadre du dialogue. Y avait-il une position claire et unanime des fronts à cet égard ?

— Oui. Il était absolument clair pour le FMLN-FDR que le dialogue ne mettait pas fin à la guerre et que l'on ne déposait pas les armes. Pratiquement, le jour suivant la rencontre de La Palma a commencé l'une des plus importantes opérations militaires de l'armée salvadorienne, connue sous le nom de Torola-IV, à laquelle participèrent plus de 5 000 soldats, dans le département de Morazan. Les militaires pensaient, et Monterrosa l'a déclaré au *New York Times*, que tous les commandants de la guérilla s'y trouvaient réunis pour faire le bilan des discussions de La Palma. Cela montre bien que si le gouvernement avait entamé le dialogue avec nous, dans le même temps le secteur militaire du gouvernement salvadorien lançait une opération de « chasse » — car ils ont utilisé ce terme — dirigée contre ceux avec qui ils avaient dialogué.

— Qu'a représenté Ayagualo et que signifie plus précisément ce communiqué

des fronts qui précise qu'« après Ayagualo, on a fait de la surenchère à propos de l'accord et des difficultés pour parvenir à une solution » ?

— Si l'on n'a franchi aucune étape dans la négociation, il existe une différence fondamentale entre La Palma et Ayagualo, qui permet de comprendre ce qui s'est réellement passé lors de ces rencontres. La Palma a effectivement donné lieu à un dialogue, et ça n'a pas dépassé le dialogue. Si on a obtenu des accords minimes, c'est parce qu'il y avait un terrain d'entente pour parvenir à ce type d'accord sans nécessairement entrer dans des négociations plus compliquées.

A Ayagualo, bien que l'on n'ait rien négocié de fondamental, on a tout de même commencé à discuter sur de petites choses, par exemple la durée de la réunion, qui était étroitement liée à la durée de la présence au Salvador de nos négociateurs extérieurs.

Le gouvernement persistait à nous appeler rebelles armés, nous mettant ainsi sur le même plan que des délinquants de droit commun. On a discuté et on a convenu que nos fronts ont un nom précis et que nous étions représentatifs.

Nous avons ensuite abordé des thèmes plus substantiels, comme par exemple le problème d'un cessez-le-feu. Sur ce point, il fallait discuter et négocier le caractère temporel et l'étendue territoriale de ce type de décision. On n'est arrivé à aucun accord. A mesure que l'on abordait des aspects plus fondamentaux, chaque partie a durci ses positions et cela nous a démontré les difficultés que nous aurions

à trouver des accords lors d'une seconde rencontre.

Pour comprendre ce qui différencie profondément La Palma d'Ayagualo, il faut voir clairement combien il est difficile de mener un dialogue quand on va passer des accords et que sont traités certains thèmes de fond. Voilà ce que reflètent ces phrases compliquées.

— Quels sont l'analyse et le projet de Napoléon Duarte ?

— La proposition de Duarte se résume en quatre points.

Le premier, c'est une introduction, un préambule dans lequel il est dit que 1984 n'est pas 1979, que la situation a changé et qu'elle s'est améliorée. Nous disons : c'est sûr, la situation a changé, mais en pire, car elle s'est aggravée. C'est la guerre. La répression a fait 50 000 morts et la population réfugiée et déplacée dépasse le demi-million de personnes. La situation économique et sociale s'est détériorée et, comme si ce n'était rien, l'intervention des Etats-Unis au Salvador est sans précédent.

Viennent ensuite dans la proposition de Duarte tous les aspects relatifs à la procédure des discussions sur lesquels il y a eu des accords.

La troisième partie de sa proposition se réfère à une série de conceptions politico-philosophiques concernant les bases d'un système démocratique. Par exemple, il dit que seuls les partis politiques peuvent être représentés au gouvernement. Nous disons de notre côté : pas du tout, car il y a l'armée et d'autres

secteurs sociaux qui ne sont pas membres de partis politiques, et il peut aussi y avoir des personnalités indépendantes membres d'un cabinet gouvernemental. Tous ces principes philosophiques cherchent à nous ignorer en essayant de nous convertir en partis politiques. Car Duarte pose comme un de ses principes fondamentaux que le pouvoir ne peut se conquérir qu'à travers les élections. Il cherche à ôter toute légitimité à tout autre moyen que la voie pacifique. Nous réfutons cela, car ce serait nier non seulement l'histoire de l'humanité, mais aussi celle du Salvador, même son histoire la plus récente. De plus, le gouvernement de Duarte est lui-même le produit d'une action non pacifique, celle du 15 octobre 1979 (5). D'autre part, la Constitution, avec l'accord de d'Aubuisson, président de l'Assemblée constituante (6), reconnaît le droit à l'insurrection. Un autre aspect des principes politico-philosophiques de Duarte est que l'unique source de pouvoir de légalité, réside dans la Constitution, les lois et les traités internationaux signés par le Salvador en matière politique, économique ou sociale, et en ce qui concerne les droits de l'homme. Nous disons : tout cela, c'est très bien, mais personne ne l'a jamais respecté au Salvador. Alors, à quoi cela sert-il d'être d'accord avec ces principes ?

Finalement, dans la quatrième partie, celle concernant ses propositions de solution, Napoléon Duarte dit : si vous acceptez ces principes, déposez les armes et je m'engage tout d'abord à une amnistie, deuxièmement à vous expatrier, puis à vous rapatrier. Nous disons : c'est insuffisant, car on ne s'attaque pas ainsi à la racine des problèmes du Salvador et ces propositions ne mettent pas un terme à la guerre. C'est pour cela que nous insistons sur une solution à caractère global qui s'en prenne à la racine du problème.

— Indépendamment des propositions présentées par écrit, Facundo Guardado, commandant du FMLN-FDR, a lancé dans un discours fait après la rencontre d'Ayagualo, un appel à la lutte pour un gouvernement démocratique révolutionnaire (GDR). Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Que devient la proposition de Gouvernement provisoire de large participation (GPAP) ?

— Le GPAP (7) a été et continue à être une proposition pour une solution politique, mais le programme de gouvernement du FDR-FMLN est toujours celui d'un Gouvernement démocratique révolutionnaire. Le GPAP est un programme de gouvernement de large participation, un gouvernement de solution politique, mais à l'intérieur duquel il faudrait se battre pour la réalisation d'un programme de gouvernement démocratique révolutionnaire.

Le GDR a toujours été le programme des deux fronts, c'est le programme minimum de leur unité. On ne l'a ni rejeté ni réduit. Notre effort pour trouver une solution au conflit, pour mettre fin à la

guerre à travers une solution politique négociée, ne signifie en aucun cas la renonciation au programme du GDR.

— Après La Palma, Duarte avait accepté le fait qu'il n'y aurait pas, de part et d'autre, de tentative d'imposer ses positions. Il semblerait pourtant que cet accord ait été rompu à Ayagualo. Qu'est-ce que Duarte a dans la tête pour lancer une offensive politique de cette nature ?

— C'est Duarte qui a le plus usé de la tactique dans les conversations. D'abord, parce qu'il a été impossible pour le gouvernement de développer la moindre politique économique et sociale dans le pays. Il ne lui restait que la manœuvre politique pour démontrer que quelque chose bougeait dans le pays, que quelque chose était en train de se réaliser. Effectivement, à part le développement et l'aggravation de la guerre, l'élément politique le plus significatif ce sont les conversations, le seul qui ait créé une attente.



Une école primaire dans une zone libérée. (DR)

Le peuple salvadorien veut la paix et peut interpréter cette action de Duarte comme une réelle intention de sa part d'aboutir à la paix. Cette tactique de Napoléon Duarte est à mettre en relation avec les élections législatives et municipales du 17 mars 1985 (qui ont été reportées au 31 mars, nldr.) Il veut s'assurer une majorité à l'Assemblée législative. En effet, face à un d'Aubuisson qui ne désire aucune solution politique, Duarte pense pouvoir capter ces sentiments de paix.

5. Le 15 octobre 1979 a eu lieu le coup d'Etat qui a déposé le général Carlos Humberto Romero de la présidence du Salvador. Le pouvoir est assumé par une Junte gouvernementale à laquelle José Napoléon Duarte sera intégré le 6 mars 1980. Le 15 décembre de la même année, la Junte le nomma Président du pays.

6. Le 28 mars 1982, des élections ont été organisées pour mettre en place une Assemblée constituante. Les secteurs d'extrême-droite ont obtenu la majorité, ce qui leur a permis de nommer à la présidence de l'Assemblée le major Roberto d'Aubuisson, dirigeant de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), accusé de di-

En ce sens, il a dû réagir fortement pour montrer qu'il est en position de force, que c'est lui l'élu de la population : c'est moi le Président. messieurs, je vous fais une proposition, la seule possible, la seule viable. Si vous ne l'acceptez pas, on dira officiellement : ces messieurs ne veulent pas accepter le changement qui s'est opéré dans le pays, ma légitimité de Président, mon autorité de Président de tous les Salvadoriens, et pas seulement d'une partie d'entre eux. Et en privé, il dira : la droite me cause des problèmes ; donc, messieurs les insurgés, vous devez être raisonnables, et comprendre cela, que l'armée me cause de graves problèmes. Vous devez donc comprendre que j'ai une marge de manœuvre très réduite et que la seule possibilité est d'accepter mon offre.

En d'autres termes, c'est une vision très étroite du problème salvadorien, cela revient à fermer les yeux devant la réalité que représente la guerre.

— Il semblerait qu'il y ait un accord entre Duarte, l'ARENA de d'Aubuisson,

les forces armées et les Etats-Unis sur les limites du dialogue, limites déterminées par la Constitution et l'offre de participation aux élections. En ce sens, la Constitution représente-t-elle réellement un pacte de la classe dominante pour la résolution du conflit ?

— Au Salvador, ces dernières années, un processus de dialogue et de négociations a existé entre Napoléon Duarte et les secteurs de la droite. Son point culmi-

riger les escadrons de la mort et signalé comme l'un des instigateurs de l'assassinat de monseigneur Oscar Arnulfo Romero.

7. Le document signé par le commandement général du FMLN et le comité exécutif du FDR, daté du 31 janvier 1984 et intitulé « Proposition, intégration et plate-forme de Gouvernement provisoire de large participation », a été opposé, par quelques spécialistes, au programme de Gouvernement démocratique révolutionnaire émis par la Coordination révolutionnaire des masses, le 26 février 1980, qui est la plate-forme politique d'accord d'unité de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires salvadoriennes.

nant, son expression la plus claire est cette Constitution. Elle reflète le consensus entre ces secteurs. Plus que d'un nouveau consensus, je dirai qu'il s'agit d'un réévaluation qui a permis certains consensus sur des aspects concrets. Cependant, je crois que le conflit avec le secteur le plus agressif de l'oligarchie continue. La preuve en est qu'il y a eu deux ou trois tentatives de coup d'Etat contre Duarte.

Le problème est que le consensus s'exprime autour de la guerre. S'il n'y avait pas la guerre, le niveau des contradictions serait beaucoup plus évident. Mais la guerre est là, elle fait oublier de nombreux intérêts secondaires face au problème fondamental de la résolution du conflit armé que vit le Salvador. Sinon se poseraient par exemple d'autres problèmes, comme l'acceptation de la présidence de Duarte ou de l'ingérence nord-américaine.

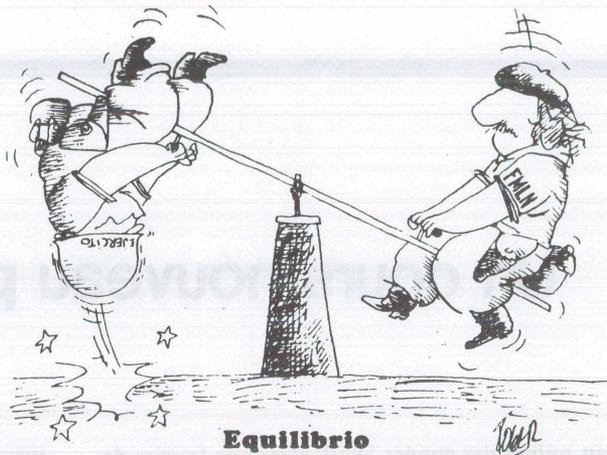
Je ne pense pas qu'il existe une hégémonie de la Démocratie chrétienne (DC) et encore moins son acceptation. Parce que la DC n'a pas la même homogénéité que l'ARENA par exemple. Même en acceptant les résultats de l'élection présidentielle de mai 1984, je me risquerais à dire que les 47 % de voix en faveur de l'ARENA sont plus homogènes que les 53 % obtenus par Napoléon Duarte.

Pour parler autrement, on peut dire que le groupe autour de Duarte pourrait avoir une plus grande tendance à se diviser ou à avoir des contradictions internes que l'ARENA, sur la meilleure façon de résoudre les problèmes du pays, et notamment ceux en relation avec l'acceptation de Duarte à la présidence ou bien celui de l'ingérence des Etats-Unis.

Ce n'est pas que ces secteurs de droite soient plus éloignés de Ronald Reagan, mais ils ont vu que l'unique façon de résoudre le principal conflit, la guerre, dépend de l'aide nord-américaine. Donc, s'il existe un véritable consensus, c'est autour de cette résolution du conflit armé. Et Duarte est la garantie pour continuer à recevoir de l'aide des Etats-Unis. Donc, pour faire la guerre, ils ont été obligés de faire deux concessions : premièrement, la présence des conseillers nord-américains, même sur des questions économiques et, deuxièmement, l'élection de Duarte comme Président. Mais ils vont essayer de diminuer ce pouvoir autant qu'ils le pourront.

— Comment peut-on briser ce pacte autour de la Constitution, afin que Duarte entre sur le terrain du véritable dialogue ? Autrement dit, quelles sont les perspectives du dialogue en cours ? Qu'a-t-il signifié pour les forces démocratiques et révolutionnaires du Salvador ?

— Les secteurs qui se situent réellement dans la perspective de vouloir trouver une solution au conflit salvadorien, comme l'Eglise catholique, n'attacheraient pas d'importance à la rupture de ce pacte politique de la droite. Ils sont même d'accord pour réformer la Constitution, si cela s'avère nécessaire pour obtenir la paix au Salvador. Cependant, les possibilités de rupture de ce pacte n'exis-



Equilibrio

tent pratiquement pas aujourd'hui. Quant aux perspectives de dialogue et de négociation, pour le moment, elles ne sont guère encourageantes.

Je crois que Duarte et nous-mêmes avons tiré profit du dialogue, le bénéfice n'est pas unilatéral. Seulement, Duarte a plus de contraintes à cause du carcan de la Constitution et du poids de la droite à travers cette Constitution.

Quant à nous, les perspectives de dialogue, même si ce dernier n'aboutit pas à des accords fondamentaux, elles sont plus positives que négatives. Pourquoi ? Parce qu'il a signifié une reconnaissance qu'avant on nous refusait. Et même si le gouvernement Duarte nie encore l'existence de deux armées, de fait il nous reconnaît.

Nous n'avons pas l'illusion qu'il nous reconnaisse comme force belligérante. Non que nous n'en soyons pas une, mais cette reconnaissance repose sur des volontés politiques et non sur un ensemble de conditions établies par les règles de droit international contenues dans les conventions de Genève.

Dans le cadre de l'humanisation de la guerre, on peut avancer dans le sens de la réalisation et de l'application de ces conventions. Elles enlèveraient une série d'obstacles qui ont rendu cette guerre plus dure. Pourtant, parfois je doute même que l'on puisse avancer sur ce genre de questions. On pourrait obtenir des accords pour que la Croix-Rouge internationale puisse établir des hôpitaux de campagne qui soient respectés. Ce serait un soulagement sans précédent.

L'accès même minime aux médias est un autre avantage du dialogue. Alors que la situation concrète du Nicaragua avait relégué le conflit salvadorien au second plan, le dialogue est venu rappeler au monde que ce conflit existait aussi crûment et même plus que l'an dernier.

En ce sens, il a montré que les Salvadoriens regroupés dans nos fronts luttent pour défendre les intérêts les plus chers et les plus élémentaires de la population. Cela a été transmis aux secteurs les moins avancés de la population ou à des secteurs que seule la propagande gouvernementale touchait, à cause de leur situation géographique.

On a pu voir des commandants guérilleros en uniforme à La Palma, puis à Ayagualo, voir qu'ils ont une morale très élevée, que ce sont aussi des êtres humains, et qu'ils luttent pour obtenir la paix au Salvador. Cela a aidé à redonner

confiance non seulement à ceux qui luttent sur les fronts, mais aussi à ces secteurs de la population que nous touchons plus difficilement.

Duarte et les Américains ont crû que le dialogue amorcerait une période de démobilisation et surtout de démolition des éléments combattants du FMLN. Je pense que les actions militaires qui ont eu lieu prouvent le contraire, et que pour le FMLN, cet élément va se maintenir : la confiance dans la victoire à travers le combat. L'importance et la signification du dialogue ont été comprises comme d'autres instruments que le peuple salvadorien doit utiliser dans sa lutte pour obtenir la paix.

— Pour terminer, il semblerait qu'il y ait un contexte international assez défavorable pour le moment au mouvement révolutionnaire. La grande offensive des Etats-Unis, sur tous les terrains, entraîne même la paralysie des moyens diplomatiques, par exemple La Contadora (8).

— L'offensive tous azimuts des Etats-Unis en Amérique centrale fait peur à certains gouvernements. Ces gouvernements se sont toujours limités à appuyer La Contadora, pas à la pousser en avant de manière concrète.

Tout le monde finit par soutenir La Contadora : l'Union soviétique et la Chine d'un côté, les pays africains, l'Europe et toute l'Amérique latine de l'autre. On n'a jamais vu de pays qui se soient risqués à critiquer La Contadora. Les Etats-Unis, au contraire, l'ont saboté quand ils se sont aperçus que ce regroupement de pays pourrait faire quelque chose.

Pour une autre catégorie de gouvernements, que je ne nommerai pas, qui voyaient avant avec beaucoup de sympathie ce qui se passait, ils préférèrent maintenant appuyer les processus démocratiques en Amérique du Sud plutôt que de condamner l'intervention nord-américaine en Amérique centrale, car elle ne risque pas de les contaminer. ■

Propos recueillis par Priscila PACHECO, Panorama, numéro 0, Mexico, janvier 1985.

8. Le 9 janvier 1983, dans l'île de La Contadora (Panama), s'est formé le Groupe de La Contadora. Il comprenait les représentants des gouvernements de la Colombie, du Venezuela, de Panama et du Mexique.

Un cours nouveau pour le PRT

AU Pérou, au milieu des années 1970, alors que la crise de la dictature s'exprimait par le renversement du général Juan Velasco Alvarado et son remplacement par le régime du général Morales Bermudez, s'étaient constitués de petits groupes révolutionnaires. La remontée des luttes et des grèves dans la période qui suivit posera le problème de l'unification des forces radicales du mouvement ouvrier et populaire autour d'objectifs politiques précis. C'est de ce processus que naquirent, vers la fin de la dictature militaire, le FOCEP et l'UDP, deux regroupements unitaires dans lesquels les partis réformistes n'auront guère d'influence.

Lors des élections de juin 1978 à l'Assemblée constituante, le FOCEP polarisa la sympathie d'une fraction importante des masses ouvrières et paupérisées, en remportant 12 % des suffrages. L'ossature de ce front était constituée par la coalition de personnalités indépendantes telles que Gerardo Ledesma et de groupes trotskystes tels que le PST et le POMR, sans oublier le bénéfice du prestige dont jouissait Hugo Blanco, le dirigeant le plus connu du PST, auprès des masses. De son côté, l'UDP, coalition de groupes maoïstes et guévaristes, ainsi que du FIR et du FIR-IV qui se réclamaient du trotskysme, obtint 6 % des suffrages.

Apparu à la même époque, le PRT, section péruvienne de la IVe Internationale, était issu de la fusion de courants ayant participé à ces deux coalitions de la gauche révolutionnaire et possédant des histoires politiques assez différentes. Cette unification sur la base de grands principes généraux eut lieu sans que les bases de l'accord aient été testées dans la pratique. Cela réduisit d'autant l'efficacité du PRT et sa capacité organisationnelle, ses différents composants conservant des appréciations divergentes sur l'activité à mener en direction des fronts constitués par le FOCEP et l'UDP.

Il devint même impossible d'envisager une bataille pour la transformation réelle du FOCEP en parti de masse et difficile de lutter pour l'unité entre le FOCEP et l'UDP, d'autant plus que certains secteurs maoïstes de ces deux fronts la refusaient obstinément. Pourtant, le FOCEP et l'UDP ensemble obtinrent

jusqu'à 40 % des suffrages dans certaines zones ouvrières lors des élections de juin 1978.

Plus tard, cette force unitaire qui s'exprimait dans le FOCEP et l'UDP ne s'est pas retrouvée dans l'ARI, éphémère coalition électorale constituée en janvier 1980 sur la base d'un accord entre le PRT et un secteur de l'UDP. La disparition de l'ARI avant les élections générales et présidentielles de mai 1980 ouvrit la voie à un rééquilibrage des rapports de forces au sein des masses. Le PCP récupéra l'hégémonie et entraîna l'UDP dans la constitution d'une coalition intitulée Gauche unie (IU). Celle-ci obtint un bon score aux élections municipales de 1980 et remporta plus de 30 % des suffrages à celles de 1983. Le PRT se trouva marginalisé et le mouvement révolutionnaire connut un recul.

Du fait de la personnalité de son dirigeant, Hugo Blanco, comme de la place qu'il occupa dans les fronts unitaires révolutionnaires du FOCEP et de l'ARI, le PRT rencontra d'importantes possibilités de développement au cours de ces dernières années. Celles-ci n'ont cependant pas pu être entièrement mises à profit.

La récupération de l'initiative politique par la bourgeoisie, après les élections générales de mai et municipales de novembre 1980, le développement de l'activité guérillériste de l'organisation Sentier lumineux, et la récupération de l'hégémonie politique par les réformistes sur le mouvement de masse, dans le cadre de l'IU, sont des éléments qui illustrent ces difficultés et sanctionnent certains de ces échecs.

Aujourd'hui, nos camarades du PRT ont entrepris une analyse autocritique de leur orientation et de leur conception organisationnelle de la dernière période. A la lumière de leur expérience, qui se confond avec celle du mouvement ouvrier péruvien, ils ont réexaminé leur appréciation de la coalition IU et ont décidé de demander leur intégration.

Nous publions ci-dessous un important document de ce débat, la résolution du 3e congrès du PRT de mars 1984 sur le bilan de son activité, intitulé « Un cours nouveau pour le PRT ». Ce texte a été publié dans *Combate Socialista* du mois d'avril 1984.

DOCUMENT

Le PRT a été créé en octobre 1978, à un moment politique décisif pour le pays. Nous nous trouvions depuis 1976 dans une crise dont les traits les plus marquants étaient les suivants :

- une importante crise économique qui combinait de façon particulière les effets de la crise mondiale et l'échec du projet politique du général Juan Velasco Alvarado (1968-1975) ;

- une terrible secousse sociale au cours de laquelle les opprimés de tout le pays, dirigés par les ouvriers et les syndicats, s'étaient mobilisés activement pour protester contre la faim et la misère à laquelle la crise les avait condamnés, impulsant l'auto-organisation des fronts de défense et des assemblées populaires ;

- une crise de direction politique de la bourgeoisie provoquée par l'absence de solution de rechange au gouvernement militaire totalement discrédité et usé après plus de 8 ans de pouvoir ; les partis bourgeois n'ayant pas été actifs pendant cette période, ils avaient besoin de temps pour se reconstituer, alors que la crise menaçait la stabilité du régime (1).

Face à cette situation, les militaires choisirent une stratégie qui consistait à convoquer une Assemblée constituante pour ensuite appeler à des élections générales. L'objectif de ce plan était d'essayer de stabiliser la crise économique en en faisant supporter les conséquences aux travailleurs ; de gagner du temps pour permettre aux partis bourgeois de se reconstituer sur le terrain qui leur était le plus favorable, à savoir celui du débat parlementaire et des élections bourgeoises ; de faire reculer le mouvement ouvrier et po-

pulaire et si possible lui infliger une défaite.

Ainsi, les militaires prétendaient freiner la crise et la canaliser dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Pour cela, ils avaient besoin de temps tout en se maintenant au gouvernement.

1. En 1968, un coup d'Etat militaire a renversé le gouvernement de Fernando Belaunde Terry. Une réforme agraire fut impulsée sous le gouvernement militaire du général Juan Velasco Alvarado. Ce régime nationaliste bourgeois provoqua beaucoup d'illusions dans certains courants du mouvement ouvrier, notamment chez les stalinien. Il connaîtra des remous internes et, en 1975, le général Morales Bermudez prit le pouvoir. Ce sont ces militaires qui convoquèrent les élections à l'Assemblée constituante, en juin 1978, pour tenter de désamorcer la montée du mouvement de masse et passer ainsi le pouvoir aux partis bourgeois civils. En mai 1980, Belaunde Terry fut de nouveau élu à la présidence de la République.

Pendant ce temps (au milieu des années 1970, ndlr.), le mouvement ouvrier et populaire mettait en échec la dictature. Cependant, la mobilisation pour des revendications économiques et contre la répression n'alla pas de pair avec la mise en avant d'alternatives politiques d'ensemble. L'économisme plat du Parti communiste péruvien (PCP), qui se retrouvait sans identité propre, se contentant de défendre le vélasquisme en disgrâce, amena le mouvement ouvrier à lutter en avançant chaque fois les mêmes revendications (économiques et démocratiques, ndlr.) Or, il était chaque fois plus clair que ces revendications n'avaient pas de solution sous la dictature militaire. Chaque lutte se transformait en un affrontement politique avec la dictature et pour son renversement. Le mouvement ouvrier et populaire n'eut pas, pendant ces années, la direction politique dont il avait besoin, une direction capable de lier les batailles pour les revendications insatisfaites avec une politique alternative proposant le renversement de la dictature et la convocation d'élections libres et démocratiques immédiates.

réussirent à imposer leur Assemblée constituante et, grâce à cela, à se maintenir au gouvernement. Mais la présence en nombre non négligeable d'élus révolutionnaires au sein de cette assemblée constituait un facteur d'instabilité pour leurs plans.

Pourtant, une fois de plus, le manque de cohérence politique du mouvement de masse face au gouvernement, dont ses directions furent responsables, permit à ce dernier de traverser habilement cette période (1978-1980, ndlr.), avec l'aide de l'Alliance populaire révolutionnaire (APRA) et du Parti populaire chrétien (PPC). Ces deux formations s'étaient transformées en alliés explicites des militaires et permirent au régime d'asséner de durs coups aux luttes isolées que menait le mouvement ouvrier et populaire.

Il est vrai qu'une fois l'Assemblée constituante installée, il était difficile de maintenir l'initiative du côté du mouvement de masse et de renverser le plan de la bourgeoisie. Mais on pouvait espérer un changement de direction ouvrière qui aurait pu passer des mains du PCP au FOCEP-UDP, et permettre ainsi de faire

l'urgente nécessité d'un parti trotskyste unifié.

A ce moment-là, le trotskysme était divisé entre le Front de la gauche révolutionnaire (FIR), le Front de la gauche révolutionnaire-IVE Internationale (FIR-IV), le Front de la gauche révolutionnaire-Parti ouvrier et paysan (FIR-POC), le Parti socialiste des travailleurs (PST) et d'autres groupes mineurs et, par ailleurs, le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR).

La division de 1969 de ce qui était le FIR eut pour cause les divergences surgies lors d'un débat concernant l'orientation de guérilla approuvée au 9e congrès de la IVE Internationale. Cette division donna naissance au PST mais, ensuite, l'application puis l'abandon ultérieur de l'orientation du 9e congrès provoquèrent une nouvelle division du FIR et la naissance du FIR-POC et du FIR-IV.

Le POMR, qui était issu d'Avant-garde révolutionnaire (VR), se réclamait du trotskysme depuis 1971 et était lié au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVE Internationale (CORQI) et à l'Organisation communiste internationaliste (OCI) française. Pour cette raison il ne participa pas à l'unification.

La division initiale (au sein du FIR, ndlr.) avait mis en évidence des divergences sur deux aspects fondamentaux : la ligne politique adoptée pour l'Amérique latine et ses conséquences ; la conception organisationnelle que cette stratégie impliquait. Il y avait là deux politiques et deux stratégies différentes, l'une qui concevait la lutte armée comme une tâche centrale de la période, et l'autre, opposée à cette conception. A cela correspondaient deux conceptions d'organisation liées à ces postulats politiques : la première, qui préconisait une structure clandestine et militaire, et l'autre, qui donnait de l'importance au travail légal, aux processus électoraux, etc. De fait, l'unification était en premier lieu une « réunification ». Autrement dit, l'une des conditions pour l'unification était d'établir avec clarté si les divergences initiales qui avaient provoqué la scission étaient dépassées, ou, au cas où elles auraient encore été maintenues, quelles étaient ces divergences et comment fallait-il envisager leur résolution.

D'autre part, l'unification (qui interviendra en octobre 1978, ndlr) se heurtait à des divergences politiques plus actuelles. Le FIR et le FIR-IV militaient dans l'UDP, y compris au niveau de la direction. Le PST et le FIR-POC avaient constitué le FOCEP avec le POMR. Cela avait donné lieu à une participation séparée aux élections à l'Assemblée consti-



Une manifestation du PRT. (DR)

La recherche de nouvelles alternatives politiques face aux partis bourgeois et face au réformisme permit la naissance du Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP) et de l'Union démocratique populaire (UDP) à l'approche des élections à l'Assemblée constituante de juin 1978 (2). Malgré le pas en avant important que représentaient ces deux regroupements révolutionnaires, le fait qu'ils n'aient réussi à faire l'unité sur la base d'une politique claire donnant une orientation aux luttes démocratiques de masse ne permit pas de dépasser les faiblesses de direction du mouvement de masse.

Lorsque les élections à l'Assemblée constituante eurent lieu au mois de juin 1978, et que la gauche obtint 30 % des voix, dont 12 % pour le FOCEP, le plan du gouvernement du général de Morales Bermudez sembla ébranlé. Les militaires

face aux nécessités des luttes futures dans de meilleures conditions.

De fait, à ce moment-là, le FOCEP et l'UDP occupaient au sein du mouvement de masse une place politiquement très supérieure à celle du PCP ou du Parti communiste du Pérou - Patria Roja. Ces deux partis avaient perdu des forces chez les travailleurs. Le premier à cause de sa ligne vélasquiste et le second du fait de son orientation abstentionniste et ultra-gauche.

C'est dans ces conditions que naquit le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), en octobre 1978. L'urgence de donner aux travailleurs une direction révolutionnaire et l'occasion qui se présenta pour les trotskystes qui, grâce à leur dirigeant Hugo Blanco arrivèrent en troisième position aux élections législatives de juin 1978, mirent en évidence

2. Le Front ouvrier, étudiant, paysan et populaire (FOCEP) était une coalition électorale constituée pour les élections à l'Assemblée constituante de juin 1978 et regroupant des forces se réclamant du trotskysme péruvien, des organisations maoïstes et centristes, et des secteurs significatifs du syndicalisme « de classe » ouvrier et paysan. Le FOCEP remporta 12 % des suffrages à la Constituante. L'UDP, coalition de formations maoïstes et centristes et de petits groupes se réclamant aussi du trotskysme, s'est constituée comme un autre front à la même époque.



Rassemblement de travailleurs agricoles. (DR)

tuante. A ces divergences réelles s'étaient ajoutées, de plus, d'autres divergences secondaires, et même parfois imaginaires. Le subjectivisme extrême qui avait imprégné les rapports entre ces petits groupes se transformait de fait en un facteur très important.

Au moment où le problème de l'unification se posait, la première question qui surgit fut le refus du PST de l'envisager. La direction de ce parti, qui adhérait majoritairement aux positions d'une fraction de la IVe Internationale dirigée à cette époque par Nahuel Moreno, rejeta la fusion, sur une base sectaire et à partir d'une volonté d'hégémonie. Mais, d'autre part, les arguments qu'elle utilisa ne manquaient pas de sérieux et lui permirent de conserver avec elle une bonne partie des militants du PST lors de la fondation du PRT.

L'unification donnant naissance au PRT eut finalement lieu sur la base d'un accord sur des principes généraux et abstraits et d'un militantisme commun dans la IVe Internationale, sans débat sérieux ni bilan, sans préciser clairement les critiques concernant l'activité dans un passé récent et, pire encore, sans que soit définie une ligne politique concrète. Tout cela permit aux partisans de Nahuel Moreno d'être majoritaires dans le PST en s'appuyant sur la méfiance — de fait justifiée — des militants de ce parti à l'idée de s'unifier avec le FIR et le FIR-IV, organisations qui jusqu'au jour de cette unification étaient membres de l'UDP, coalition fondée sur un programme « démocratique populaire ». Pire encore, le FIR et le FIR-IV n'exprimaient aucune critique à leur propre participation à un front qui avait critiqué le PST comme « réformiste » pour sa participation au FOCEP. Ces camarades du PST auraient pu être gagnés grâce à une discussion politique qui n'eût malheureusement pas lieu.

Seuls une douzaine de militants du PST quittèrent cette organisation avec le camarade Hugo Blanco pour former le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), avec le FIR, le FIR-IV, les cercles

Natalia Sedova et Combat socialiste. Aussi contradictoire que cela paraisse, la majorité des militants du PRT provenaient de l'UDP et n'avaient pas fait l'expérience du FOCEP. Ces camarades avaient même été éduqués dans l'idée que le FOCEP était une coalition électoraliste et réformiste et que Hugo Blanco partageait ses défauts. Et maintenant ils devaient militer avec ce front.

Le parti unifié, le PRT, se transforma en un groupe organisé autour de postulats généraux. Il n'avait pas de projets en tant que parti ni d'orientation politique ni de projet organisationnel. Les courants qui participaient à la fusion exprimaient d'une façon ou d'une autre un certain degré de crise. Jusqu'à ce moment-là, il y avait surtout eu des scissions et aucun de ces groupes pris séparément n'avait une tradition réelle de travail de masse, une structure réellement bolchevique, une presse régulière, et encore moins de projet cohérent de construction du parti.

LE 1er CONGRES NATIONAL DU PRT

A peine formé, en octobre 1978, le PRT fut entraîné dans l'activisme, produit de l'affluence de nouveaux militants attirés essentiellement par la personnalité de Hugo Blanco (3). Le manque d'expérience et, dans certains cas, la résistance à un travail de masse légal, rendirent plus difficiles les tâches d'organisation et empêchèrent que soit tiré profit de l'affluence de ces nouveaux camarades.

Mais le défaut le plus sérieux était encore le manque de critères organisationnels précis. Il n'y avait pas de frontière précise entre le PRT et les comités de base, pas de discipline militante, les cotisations n'étaient pas payées, il n'y avait pas de presse régulière.

S'il est vrai que l'intervention du camarade Hugo Blanco à l'Assemblée constituante fut un exemple de comportement révolutionnaire au Parlement et permit de sauvegarder l'image du parti, toutes les faiblesses politiques et organisa-

tionnelles déjà soulignées ne permirent pas au PRT de jouer le rôle d'avant-garde qui aurait dû être le sien.

Lorsque le 1er congrès fut convoqué, en 1979, le PRT était déjà en crise, une crise qu'il était facile de prévoir étant donné les conditions de l'unification. Ce 1er congrès avait à assumer les tâches que ni l'unification ni le processus antérieur n'avaient résolues, mais il devait également assumer des tâches en relation avec le fonctionnement immédiat du parti.

Le débat le plus important lors de ce congrès fut celui qui eut lieu sur la situation politique et qui fut presque exclusivement consacré au fait de savoir si on devait adopter la revendication d'élections générales immédiates. Si l'adoption du mot d'ordre d'élections immédiates fut tardif par rapport à l'évolution de la situation, il était important de maintenir cette consigne pour se démarquer clairement des partis bourgeois qui s'accommodaient des plans imposés par la dictature. Pourtant, ce mot d'ordre avait perdu l'efficacité qu'il aurait pu avoir au début de la crise de 1976.

Quelques camarades ne furent pas d'accord pour défendre ce mot d'ordre et ne comprirent pas à ce moment-là l'importance de cette consigne démocratique ni la fonction de revendication transitoire qu'elle avait dans la bataille démocratique contre la dictature. De fait, les camarades exprimaient des réticences semblables à celles de nombreux militants « lutte des classes » à ce sujet. Cette réaction constituait la faiblesse la plus importante, sur le plan politique, du syndicalisme « lutte de classes » et de l'UDP au cours des années 1976-1977.

Proposer d'autre part que ces élections soient convoquées par les « travailleurs » eux-mêmes ou par un Comité national de lutte revenait à faire de ce mot d'ordre un couteau sans lame. Cela ôtait à cette consigne son caractère de revendication.

3. La conférence de fondation du PRT eut lieu le 8 octobre 1978. Cf. la déclaration publiée dans *Inprecor* numéro 40 du 14 décembre 1978.

cation transitoire, en en faisant une proposition propagandiste subordonnant l'appel aux élections à l'existence préalable d'un soviét. Le mot d'ordre d'élections n'avait de valeur que comme instrument de mobilisation politique révolutionnaire des masses contre la dictature. Imposer des élections immédiates, indépendamment de qui les convoquait, signifiait en pratique une remise en cause des plans de la bourgeoisie et une victoire pour le mouvement ouvrier. Que cette bataille se soit conclue ou non par la tenue d'élections, elle aurait été très utile. Elle aurait permis non seulement d'organiser, mais de mobiliser les opprimés de tout le pays sur la base d'une revendication démocratique, celle du droit d'élire le gouvernement, et aurait pu ouvrir la voie à une situation révolutionnaire.

Ce 1er congrès du PRT avait comme tâche centrale l'élection d'une direction constituée non sur la base d'une fusion des directions antérieures à l'unification, mais sur celle d'une sélection des camarades les plus capables, déjà mis à l'épreuve par le parti. Cependant, il n'en fut pas ainsi. Le comité central élu ne fut pas composé par les camarades les plus capables de diriger le parti ni même sur la base des positions majoritaires lors des votes, mais sur celle d'un choix de camarades qui étaient de fait les plus inconditionnels fervents des différents courants.

Au lieu d'être l'occasion de mettre de l'ordre dans le parti, à la fois au niveau politique et organisationnel, le congrès déclencha une guerre interne. Le parti allait affronter dans des conditions lamentables une période très difficile, où ses responsabilités étaient très grandes.

En résumé, le congrès ne put résoudre les problèmes que l'unification avait laissé en suspens, et il aggrava au contraire encore davantage les conditions d'existence du parti.

APRES LE 1er CONGRES NATIONAL DU PRT

Il est très difficile d'analyser la période qui va du premier congrès jusqu'au début de la campagne des élections générales de mai 1980, parce que les événements qui se sont succédés ont été très importants. C'est pour cela que, sans respecter strictement l'ordre chronologique, nous traiterons un par un les événements auxquels nous avons été confrontés.

Le PRT et le FOCEP. Dès sa fondation, en octobre 1978, le parti s'était mobilisé pour la convocation d'une convention nationale du FOCEP, afin qu'y soient discutés les problèmes du Front, son programme, son orientation, ses problèmes organisationnels et son avenir. Gerardo Ledesma (dirigeant indépendant du FOCEP, ndlr.), et l'organisation Bandera Roja, signèrent une déclaration commune avec le PCP et le Parti socialiste révolutionnaire (PSR) (qui avait été créé par des « militaires réformistes » vélasquistes, ndlr.), et face aux divergences exprimées par le PST, ils répondirent en l'« expulsant » du front, sans consulter les autres militants. La manœuvre

évidente du PCP consistait à diviser le FOCEP en s'appuyant sur Ledesma et en aiguissant sa crainte de voir Hugo Blanco le remplacer comme principal dirigeant.

Il est clair que la tenue d'un congrès du FOCEP, avec la participation directe des militants de base de tout le pays, était la seule chose qui pouvait sinon éviter la division, du moins permettre la défaite de Ledesma et de ses manœuvres. Mais cette tâche ne concernait pas seulement le PRT. Elle aurait aussi dû être assumée par le PST et le POMR qui, de surcroît, étaient représentés au Comité exécutif national (CEN) du FOCEP, où le PRT n'avait jamais été représenté. La possibilité de gagner cette bataille dépendait donc beaucoup de ce qu'allaient faire le PST et le POMR. Or, les camarades de ces organisations n'étaient pas disposés à faire quoi que ce soit qui puisse sauver le FOCEP. Ils n'ont pas soutenu, alors qu'elle était décisive, la campagne pour un congrès du FOCEP avec la participation des militants de base et ils se limitèrent, surtout en ce qui concerne le POMR, à des manœuvres de couloir. Cela contribua à affaiblir beaucoup la proposition du PRT, et le parti dut se limiter à des objectifs plus modestes. Si, dans un premier temps, il était possible d'envisager de mener la bataille pour soustraire le FOCEP à l'influence de Ledesma, par la suite, le PRT ne pouvait espérer plus que de gagner le maximum de militants à son organisation. Alors qu'il avait incarné un mouvement de masse puissant et combatif (notamment autour de la campagne pour les élections constituantes de 1978, ndlr.), le FOCEP finit par se transformer en un refuge pour opportunistes dont la légalité avait été établie par le gouvernement militaire. La responsabilité de cette évolution retombait sur ceux qui, comme le PST et le POMR, ne furent pas d'accord pour défendre le Front en faisant appel aux militants quand il en était encore temps. La campagne contre la politique de division de Ledesma valut au PRT de recruter une partie des meilleurs militants du FOCEP, qui bénéficiaient d'une grande expérience et qui allaient appuyer la campagne du parti, et plus tard les listes du PRT lors des élections générales de mai 1980.

La légalisation du PRT. La tenue de ces élections, qui exigeait de chaque parti la remise de 40 000 signatures pour être légalisé et pouvoir y participer, ainsi que la division du FOCEP, risquaient de marginaliser le PRT et Hugo Blanco, de les mettre à l'écart non seulement du processus électoral, mais aussi de la politique nationale.

Pour le jeune PRT, la légalisation était un défi extraordinaire. Il réussit, grâce à la campagne qu'il mena, à recueillir 90 000 signatures et put légaliser 14 comités départementaux. Mais ce qui est le plus important, c'est qu'il mena à bien, à cette occasion, un travail d'agitation dans tout le pays, pour la première fois depuis sa fondation. La légalisation du PRT fut rendue possible surtout parce que tout le parti serra les rangs et se mobilisa activement pour atteindre cet objectif. Nos mili-

litants, et en particulier la brigade Rumi Maki, firent preuve d'une énergie et d'une volonté réellement remarquables. Mais la légalisation du PRT fut surtout possible du fait de la personnalité de Hugo Blanco, qui était respecté et admiré par des milliers de travailleurs. De nombreuses adhésions résultèrent de l'effort extraordinaire des militants se conjuguant au renom de Hugo Blanco, et non pas grâce à des capacités organisationnelles que nous n'avions pas.

Le fait que le PST ait été légalisé avant le PRT, après avoir récolté le nombre de signatures nécessaires en se présentant devant les masses comme « le parti de Hugo Blanco », de même que la légalisation du POMR, qui bénéficia du même phénomène, montrent à quel point le nom de Hugo Blanco était prestigieux aux yeux des exploités.

L'ALLIANCE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE (ARI)

Au moment des élections générales convoquées pour mai 1980, la bourgeoisie avait repris le contrôle de la situation. L'échec de la grève nationale de janvier 1979 n'était que le résultat de l'érosion des mobilisations successives faites sur la base de la même plate-forme de revendications et sans alternative politique. Il était la preuve palpable du changement qui commençait à se produire.

La politique de division et de paralysie dans laquelle le PCP avait conduit la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) avait empêché de répondre avec efficacité aux attaques du gouvernement et avait conduit des secteurs aussi importants que les mineurs ou les enseignants à s'affronter isolément à la dictature et à subir des défaites.

Pendant les événements de l'année 1979, le FOCEP avait suscité de grands espoirs parmi les travailleurs, mais il ne prit pas d'initiatives. La guerre interne dans laquelle il se trouvait engagé anéantissait les possibilités de ce front de jouer un rôle décisif dans le développement d'une direction alternative au PCP.

Pour sa part, le gouvernement militaire, grâce aux faiblesses de la direction du mouvement de masse, avait pu imposer 5 000 licenciements, des défaites partielles à d'importants secteurs des travailleurs et, plus important encore, faire que les conséquences de la crise retombent sur les épaules des travailleurs sans que ces derniers ne puissent obtenir, pendant toute cette période, des améliorations significatives de leurs conditions de vie.

Le scénario du « transfert » (du pouvoir aux civils, ndlr.) avait le vent en poupe. L'Assemblée constituante avait rempli son rôle démoralisant et paralysant, et des élections générales étaient convoquées pour mai 1980, pour mettre le point final à tout ce processus. La bourgeoisie était parvenue à laisser passer l'orage révolutionnaire. Elle était parvenue à imposer sa politique économique et à choisir le terrain sur lequel devait se situer la confrontation politique : les élections, c'est-à-dire son propre terrain. La situation avait

perdu ses caractéristiques pré-révolutionnaires. Néanmoins, l'importance de la crise économique, les conséquences qu'elle avait sur les conditions de vie des masses, cela étant lié au fait que les travailleurs n'avaient pas été défaits et maintenaient leur capacité de combat et leur organisation, laissaient ouvertes les possibilités d'inverser à court terme cette situation et de reprendre l'initiative.

Une fois de plus, la politique réformiste et conciliatrice du PCP dans le mouvement ouvrier devenait une entrave et constituait l'élément clé pouvant anéantir ces possibilités. La perte de prestige du PCP dans le mouvement ouvrier et populaire, produit de sa ligne de capitulation face au vélasquisme, comme son orientation hésitante et paralysante dans la lutte contre le régime du général Morales Bermudez qui succéda à celui du général Velasco en 1975, ouvrait un terrain propice pour formuler une proposition de nouvelle direction des masses populaires.

L'affaiblissement de l'APRA, parti populiste héritier du gouvernement militaire de Velasco, qui commençait à décliner après la mort de Haya de la Torre, son dirigeant historique, et la faiblesse structurelle des partis bourgeois, offraient aux travailleurs des possibilités de couper l'herbe sous les pieds de ces partis, pour autant qu'ils disposent d'une direction à la hauteur des circonstances.

Une fois de plus, cela mettait à l'ordre du jour la nécessité de doter les masses d'un pôle d'attraction et d'organisations révolutionnaires, comme ce fut le cas lors de la crise de 1977, ou dans la période précédant les élections de l'Assemblée constituante de juin 1978, ou encore sur le terrain même de cette Assemblée. Les masses populaires avaient besoin d'exprimer sur le terrain électoral l'expérience et la conscience acquises au cours des années de lutte précédentes. Elles avaient aussi besoin d'avancer leur propre alternative, une alternative qui résumerait les années de combat contre la dictature, le gigantesque processus d'organisation et de mobilisation populaire, les grandes batailles démocratiques et l'indépendance de classe avec laquelle elles avaient appris à se mobiliser sur leurs propres revendications. Ce mouvement devait réunir tous ceux qui n'avaient pas accepté la conciliation ou la capitulation devant les militaires et avaient poursuivi la lutte contre le régime de Morales Bermudez. Il correspondait au courant « classiste » du mouvement de masse. A un moment déterminé, ce courant s'exprima dans le FOCEP et l'UDP. Bien plus, les masses elles-mêmes reconnaissaient qu'une des causes de leur faiblesse résidait dans la division avec laquelle ce courant avait affronté la période antérieure, notamment à l'époque de la Constituante.

Néanmoins, alors que Ledesma apparaissait à ce moment-là comme passant du côté des réformistes, c'est-à-dire de ceux qui avaient capitulé devant le vélasquisme, le relais passait du FOCEP au PRT, car ce dernier, à travers la personne de Hugo Blanco, résumait devant les masses toutes les traditions de lutte, d'intransigeance et

de volonté de combat avec lesquelles elles s'identifiaient. L'unité PRT-UDP devenait alors l'axe d'une alternative révolutionnaire de masse face au réformisme et aux partis bourgeois, qui aurait dû regrouper tous les courants révolutionnaires du pays autour d'une plate-forme précise et de la candidature de Hugo Blanco lors des élections présidentielles de mai 1980.

Le PRT avait une grande occasion de prendre la tête du processus d'unification des courants révolutionnaires dans un seul front. La situation offrait une opportunité extraordinaire non seulement pour impulser la mobilisation de masse, pour offrir une alternative aux directions réformistes, mais pour mener la bataille pour la construction du parti révolutionnaire. Nous disposions en notre faveur du soutien populaire massif et majoritaire dont bénéficiait Hugo Blanco par rapport aux autres leaders, du soutien d'un secteur de l'UDP, et de l'appui d'un courant maoïste en crise qui s'était résolu à participer aux élections. Tout dépendait dès lors du PRT, puisque le courant de masse était à ses côtés.

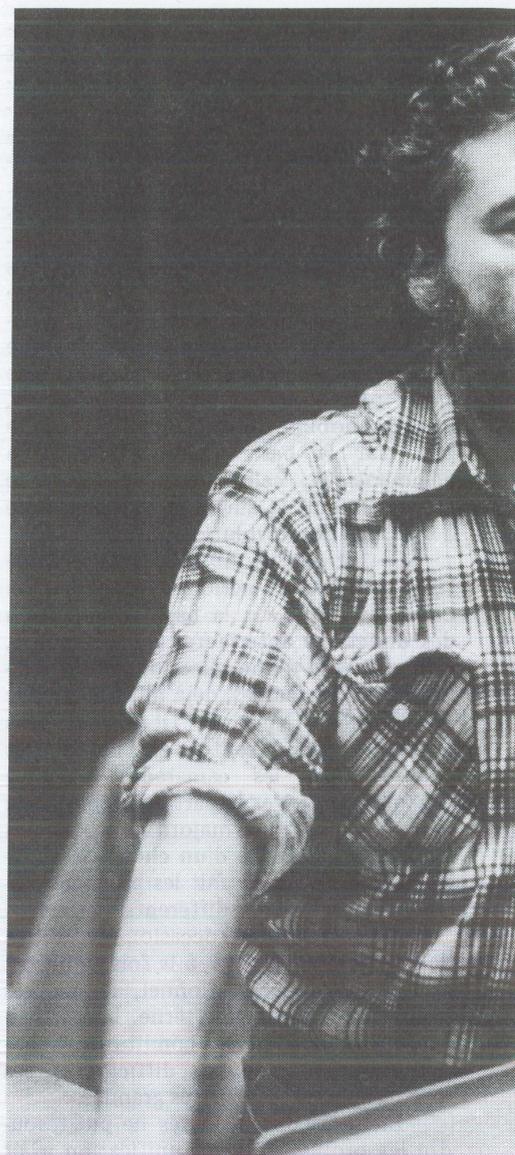
Le débat interne sur l'ARI. A ce moment, à la fin 1979, les relations internes entre les courants qui composaient le PRT s'étaient déjà beaucoup détériorées. A la divergence existant sur le problème de la revendication démocratique d'élections présidentielles s'en était rajoutée une deuxième, sur le caractère du parti — parti de masse ou parti de cadres —, et une troisième, de nature internationale, concernant la révolution nicaraguayenne.

Le débat sur la participation aux élections et sur les alliances commençait dans un climat interne difficile. Dans un premier temps, la discussion porta sur les conditions à poser à la réalisation d'accords électoraux et, à partir de là, sur les différentes appréciations de la question du front unique.

Le PRT disposait du candidat qui, du point de vue des masses, était le plus représentatif. Hugo Blanco était indiscutablement soutenu par de larges secteurs qui le reconnaissaient comme leur dirigeant. Le PRT avait un rôle fondamental à jouer dans le processus d'unité en vue des élections de mai 1980. Nous étions dans une situation privilégiée. Pour la première fois, le trotskysme avait l'occasion de prendre la tête d'un front unique basé sur une plate-forme révolutionnaire et dont le représentant était son principal dirigeant.

Cela donnait au parti d'immenses possibilités pour sa construction et ouvrait en même temps, pour la première fois également, la possibilité de regrouper dans un seul bloc les courants révolutionnaires de notre pays pour affronter de manière unie le réformisme et la bourgeoisie. Néanmoins, la majorité du comité central du PRT, surestimant et ne comprenant pas la situation favorable dans laquelle se trouvait le parti, adopta alors une position sectaire sur la question des alliances électorales.

Les accords auxquels on pouvait parvenir avec l'UDP et l'organisation maoïste



Hugo Blanco, principal d

UNIR, comme avec les autres courants étaient suffisamment clairs et offraient assez d'éléments pour permettre de rédiger une plate-forme électorale sur laquelle appuyer une campagne révolutionnaire. Néanmoins, et bien que nous possédions le candidat à la présidence et des possibilités immenses de défendre notre propre programme dans un cadre unitaire, la majorité du comité central du PRT réclama que l'on exige comme condition pour une alliance électorale, que cette dernière soit chapeauté par notre mot d'ordre « *Le pouvoir aux travailleurs !* » Cette position ne pouvait mener qu'à deux conclusions : soit l'alliance électorale ne se réalisait pas, parce que l'UDP et l'UNIR s'y refuseraient étant donné leur désaccord avec ce mot d'ordre ; soit le PRT contraignait l'UDP et l'UNIR à se rallier pour des raisons opportunistes à un mot d'ordre qu'ils n'approuvaient pas, ce qui était une tromperie.

Le fait que le comité central du PRT ait adopté cette position reflétait tout d'abord un manque de clairvoyance politique et de sens tactique, ainsi qu'une fausse compréhension du front unique, ce qui était encore plus grave. Le PRT considérait que l'hégémonie trotskyste dans le front devait mener à ce qu'il impose ses positions aux autres courants. Le front



igeant du PRT. (DR)

unique n'était pas compris comme un pacte pour l'action autour de réels points d'accord, avec des objectifs précis, mais dans lequel chacun des participants conserverait son indépendance d'intervention et d'organisation. Pour la majorité du comité central du PRT, cette conception correcte du front unique était rejetée au profit de celle de l'unité autour de ce qu'il proposait, ce qui était en fait une négation du front unique. (...)

Le comité central du PRT adopta à cette occasion une position qui, dans les faits, impliquait qu'il n'y aurait pas d'alliance électorale possible avec l'UDP ou avec l'UNIR, et qu'il ratait une occasion importante. L'âpreté du débat dans le comité central et la division qui s'était produite à l'intérieur du parti, sur ce point précis, amenèrent cette instance du PRT à convoquer une conférence nationale ayant pour objectif de résoudre cette question. Cette conférence rencontra les mêmes problèmes de représentativité que les précédentes et adoptait à une courte majorité la position contraire de celle de la majorité du comité central.

Il convient de souligner qu'une fois de plus le PRT n'avait pas de perspectives. Poussé par le mouvement de masse, il impulsait une alliance électorale, mais il ne savait pas très bien où elle pouvait bien

conduire ni quels pas en avant pourraient être faits ensuite. Il n'y avait pas non plus de projet défini dont cette alliance aurait pu constituer une étape. Une fois de plus, le parti péchait par la faute d'une politique à courte vue.

La brève existence de l'ARI (janvier-février 1980). Quelques jours après la conférence du PRT, l'UDP définissait elle aussi une position favorable à l'alliance électorale et admettait la candidature de Hugo Blanco à l'élection présidentielle, dépassant de cette manière ce qui constituait l'un des points centraux de la discussion. La polémique à l'intérieur de l'UDP et celle menée par l'UNIR s'exprimaient de manière déformée dans le débat concernant le choix du candidat présidentiel, entre Alfonso Barrantes et Hugo Blanco. Le fond du débat était cependant politique. Si Barrantes était tête de liste, il y aurait eu une prépondérance politique « démocratique-populaire » dans le futur front et au cours de la campagne électorale. Si Hugo Blanco était choisi comme candidat, ce sont les positions socialistes qui domineraient et imprimeraient leur rythme à la campagne.

La création de l'Alliance révolutionnaire de gauche (ARI), le 17 janvier 1980 fut rendue possible grâce à l'accord initial passé entre l'UDP et le PRT, auquel s'associèrent ensuite le POMR, l'UNIR, le Parti communiste révolutionnaire (PCR) et le FRAS (Front révolutionnaire d'action socialiste). Ce dernier regroupement comprenait le PC-M, le PSR-ML, une des scissions du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le FIR-ML, et l'Action révolutionnaire socialiste (ARS) de Mario Villaran. Dès ce moment un débat commença sur la représentation dans le front des différentes forces politiques.

Le PRT avait décidé de déclarer que l'ARS était une organisation bourgeoise et que, pour cette raison, elle ne faisait pas partie de l'ARI. Il est vrai que l'ARS, organisation croupion à laquelle ce serait fait beaucoup d'honneur que de la qualifier de parti, avait des origines bourgeoises. Elle était née d'une scission de l'Action populaire (AP) (parti de Belaunde Terry, ndlr.) pendant le premier gouvernement de l'AP (1963-1968), sous le nom d'Action populaire socialiste (APS). C'était une rupture sur la gauche. (...) Postérieurement, ce groupe appuya le gouvernement de Velasco Alvarado et se lia étroitement au PCP. Villaran donnait des cours dans les écoles syndicales de la CGTP et devint un collaborateur du PCP. Ensuite, ce groupe se divisa et se transforma en Action révolutionnaire socialiste (ARS). Le groupe de Villaran avait donc bien connu une évolution vers le nationalisme petit-bourgeois.

Le veto trotskyste envers l'ARS se transforma en cheval de bataille des maoïstes, qui le refusèrent. Ils avaient en effet déjà difficilement accepté leur position de subordonnés dans l'ARI. Néanmoins, et malgré le caractère exagéré de l'exigence du PRT à l'encontre de l'ARS, cette position fut acceptée par l'ARI dans son ensemble, l'intégration de ce groupe ayant été repoussée et celui-ci n'ayant ja-

mais été un membre formel de l'ARI. Malgré cela, le POMR, par décision du Comité paritaire de Pierre Lambert et de Nahuel Moreno (4) se retirait de l'ARI. Cela laissait le PRT dans une situation très difficile. (...)

Peu à peu le débat quitta le terrain purement politique pour se centrer sur la question des candidatures à inscrire sur les listes de sénateurs et de députés. C'est ainsi que l'UDP tenta une démarche pour imposer son hégémonie, en voulant imposer une liste de candidatures qui lui soit clairement favorable et qui soit extrêmement désavantageuse pour l'UNIR et le PCR.

Cette question devint le centre des divergences et aboutit à ce que les maoïstes en profitent pour diviser le front. A quelques heures de la clôture du dépôt des listes pour les élections de mai 1980, l'ARI éclatait sur une discussion concernant les candidatures. Cette division n'aurait pu être évitée que par une seule organisation, le PRT. En effet, l'unité de l'ARI ne pouvait être défendue ni par le courant maoïste, qui n'acceptait pas de se présenter sur une liste menée par un trotskyste et à laquelle il avait été obligé de se rallier pour ne pas s'isoler, ni par l'UDP, qui était grisée par ses appétits électoraux. Quand le départ des maoïstes du front devint inévitable et que l'alliance pouvait encore, tant bien que mal, se réduire à l'unité entre l'UDP et le PRT, nous n'avons pas su agir avec audace et responsabilité devant les masses. L'ARI disparut en février, après à peine 40 jours d'existence. La responsabilité fondamentale de cette situation retombe sur ceux qui, comme nous, avaient pour tâche de répondre aux revendications d'unité et d'alternative révolutionnaire des masses, et non pas sur ceux qui ont toujours été guidés par des méthodes opportunistes et manœuvrières. Avec la disparition de l'ARI, le PRT a perdu non seulement la possibilité de gagner à ses côtés un important secteur des masses, mais aussi celle de renforcer ses liens avec un courant révolutionnaire comme l'UDP.

La fin de l'ARI. La fin de l'ARI, avant les élections de mai 1980, marquera un tournant décisif dans les événements, surtout dans les relations politiques, tant entre les classes qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire. Les masses demeureront sans alternative sérieuse face aux grands partis de la bourgeoisie et furent obligées de choisir entre l'APRA et l'AP. Avec ce choix, la stabilité politique de la bourgeoisie pouvait s'affermir. D'un autre côté, le PCP et l'UNIR, qui

4. Le Comité paritaire de Pierre Lambert et de Nahuel Moreno est l'éphémère regroupement international mis en place par le courant regroupé derrière l'OCI (aujourd'hui PCI) de France et le courant, alors scissionniste de la IVe Internationale en 1979, dominé par Nahuel Moreno et surtout influent en Argentine et dans quelques pays d'Amérique latine. Cf. *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982 et 137 du 22 novembre 1982.

avaient été très affectés et isolés, reprisent l'initiative, tandis que l'UDP devint l'ennemi virulent du PRT, avec lequel cette organisation s'était alliée pendant toute la période précédente.

Un processus particulier d'isolement du PRT ainsi qu'une phase de régression s'ouvrit à partir de ce moment-là pour toutes les organisations révolutionnaires. Le PRT avait perdu une occasion très importante. Après la fin de l'ARI, le PRT constitua une alliance électorale avec le POMR et le PST sur la base d'un accord politique identique à celui passé avec l'ARI, avec l'apport du mot d'ordre « *Le pouvoir aux travailleurs !* » sur lequel se mènera la campagne électorale de mai 1980.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE MAI 1980

La campagne. Le PRT se lança dans la campagne des élections générales et présidentielles et, une fois de plus, les tâches qui lui incombaient dépassaient ses capacités d'organisation. Des meetings eurent lieu dans tout le pays et dans les quartiers les plus importants de Lima. Les radios, la presse, la TV furent utilisées, des milliers de tracts furent distribués, et des milliers d'exemplaires de *Combate Socialista* furent vendus. Le parti diffusa ses propositions comme jamais auparavant.

A travers cette campagne, un noyau très important de sympathisants se mobilisa, qui participa aux meetings, aux manifestations et aux actions du PRT. La campagne d'adhésions obtint un grand succès et près de 5 000 personnes adhérèrent rien qu'à Lima. Néanmoins, toute cette dépense d'énergie et cette affluente importante de nouveaux camarades se perdit dans l'incapacité du parti sur le plan de l'organisation.

Les résultats. Les résultats électoraux furent favorables à la bourgeoisie de manière écrasante (5). A la suite de son évidente complicité avec les militaires, l'APRA perdit les élections et l'AP les remporta sans avoir besoin d'un second tour. Des milliers et des milliers de voix de sympathisants de la gauche, démoralisés et désarmés par la division et en absence d'une alternative, se portèrent sur Belaunde Terry, le candidat de l'AP, considéré comme un moindre mal.

Avec plusieurs dizaines de milliers de voix, le PRT obtint le score présidentiel le plus important de la gauche, mais la différence avec ses concurrents de gauche était si mince qu'il y eut une quasi équivalence des résultats entre l'UNIR, le PCP, l'UDP et notre parti. C'est ainsi que le rôle joué jusqu'alors par le PRT, celui de dépositaire des voix qui avaient porté Hugo Blanco et le FOCEP à l'Assemblée constituante, touchait à sa fin. Le PRT ne disposait plus, comme c'était le cas jusqu'alors, de l'aval de ces 350 000 voix. C'était la traduction politique de la



Dans un village des Andes. (DR)

régression provoquée par la disparition de l'ARI. Le vote pour le PRT était malgré tout le plus homogène de la gauche, puisque c'est ce parti qui fournit le moins de voix au belaudisme.

Lors de cette élection, le PRT obtint un sénateur et deux députés. Pour leur part, le POMR et le PST obtinrent respectivement l'un un député et l'autre un sénateur. C'étaient pour ainsi dire des cadeaux, car si ces personnes n'avaient pas été inscrites sur les listes du PRT dans des endroits préférentiels, ces partis n'auraient pas pu obtenir un seul parlementaire. Malgré cela, le POMR et le PST eurent un comportement déloyal vis-à-vis du PRT tout au long de la campagne.

LA GAUCHE UNIE (IU)

Les élections municipales et la formation de la gauche unie (IU). Après l'important ressentiment qui succéda à la défaite électorale de la gauche et face à la convocation d'élections municipales pour le mois de novembre 1980, les masses populaires firent pression pour l'unité de la gauche en cette occasion. Si cette unité était effectivement un moyen pour reprendre du terrain politique à la bourgeoisie et si les élections municipales représentaient la possibilité de lui imposer une défaite et de construire un rapport de forces révolutionnaire de masse face au régime de Belaunde Terry, cette unité se posait en des termes différents de ceux des élections générales et présidentielles de mai 1980.

En premier lieu, le mouvement de masse n'avait pas obtenu de grandes victoires politiques. Il sortait plutôt de défaites partielles et ressentait une grande frustration à cause de la disparition de l'ARI et de la débâcle électorale ultérieure de mai 1980. La bourgeoisie était entièrement passée à l'offensive. D'autre part, le réformisme avait relevé la tête et, après la fin de l'ARI, il avait la possibilité de récupérer pour son compte l'hégémo-

nie politique sur les masses. Pour finir, le PRT avait perdu le rôle qu'il avait joué jusqu'aux élections du mois de mai. Le vote pour Hugo Blanco n'avait pas été notablement supérieur à celui obtenu par les autres partis de gauche. Ce fait nous transformait en une force de plus parmi d'autres et non, comme c'était le cas auparavant, comme les représentants électoraux des masses.

C'est dans ces conditions qu'intervint le débat soulevé par l'initiative du PCR et de certains autres partis, qui proposèrent la candidature d'Alfonso Barrantes pour l'élection à la municipalité de Lima. Comme dans la période antérieure, la polémique qui s'engagea était sérieuse. Mais, une fois de plus, elle exprimait aussi une bataille politique. Notre parti participa dès le début au débat engagé pour l'unité électorale. Nous proposons que la discussion se centre sur des propositions de plate-forme politique et nous lançâmes un appel à impulser la formation d'assemblées populaires et à la tenue de réunions ouvertes dans lesquelles seraient approuvées les plate-formes et élus les candidats pour chaque secteur.

Cette proposition ne fut pas reprise et la solution du problème de l'unité électorale demeura une fois de plus exclusivement entre les mains des seules directions des partis de gauche.

Le PRT était conscient de la nécessité de se battre pour l'unité électorale, mais il était également conscient des dangers que pouvait entraîner une orientation réformiste qui serait hégémonique dans la future alliance. Pourtant, nous n'avons pas pu nous doter d'une tactique qui nous aurait permis de mener la bataille contre les positions conciliatrices afin de

5. Lors des élections de mai 1980, l'AP et son candidat à la présidence, Fernando Belaunde Terry, remportèrent 43 % des suffrages. Contre toute attente, ces élections représentèrent une grave défaite pour l'APRA, qui totalisa seulement 25 % des voix. La gauche régresa par rapport aux scores obtenus lors des élections constituantes de 1978.

les neutraliser et de maintenir en même temps l'unité. Plus encore, nous avons fait cadeau aux réformistes du drapeau de l'unité des masses et de l'opposition au régime de Belaunde Terry dans ces élections municipales de la fin 1980.

Quand se constitua l'IU pour ces élections, le PRT n'y participa donc pas. Les raisons de cette décision n'étaient néanmoins pas très claires. Le parti fondait sa position sur les deux thèmes centraux suivants : ses objections sur la plate-forme de l'IU et le fait de la présence dans le front de partis bourgeois. Au sujet de la plate-forme, il faut signaler que sa critique reprenait l'essentiel d'un débat fondamental entre le PRT et le PCP, et dont l'issue fut une déclaration du PRT dans laquelle celui-ci soulignait ses divergences non pas tant avec ce qui était dit dans la plate-forme de l'IU, mais avec ce qui n'y était pas dit. Nous objections que n'était pas mis en avant le mot d'ordre de « Dissolution des forces armées », qu'on n'y parlait pas de la bourgeoisie comme classe dominante, et que n'était pas lancé un appel précis à la constitution d'une centrale syndicale unique. Néanmoins, aucun point de la plate-forme ni celle-ci dans son ensemble, n'étaient en contradiction avec le programme du PRT et nous aurions donc pu y souscrire, surtout si l'on considère que l'appartenance au front respectait l'indépendance organisationnelle et politique de ses membres.

Ce qui était devenu un obstacle à la présence du PRT dans l'IU, c'était la composition de ce front. On fit objection à la présence de la FRENACATRA, mais cette organisation ne parvint pas à être membre du front. D'autre part, la présence du PSR au sein de l'IU n'impliquait aucune capitulation de notre part, du point de vue du contenu de la plate-forme. Le PRT soutenait que le PSR était un parti bourgeois, mais il ne pouvait en faire la démonstration devant les masses dans le débat sur la plate-forme électorale où les divergences avec ce parti n'étaient pas majeures ni distinctes de celles qu'il y avait avec le PCP ou le PCR. Ainsi, notre objection apparaissait presque comme une question morale et non pas politique. Le parti affirmait que le PSR était un parti bourgeois, mais non pas à partir de la pratique politique de ce parti et d'une analyse de sa composition sociale et des secteurs qu'il prétendait représenter. On affirmait que le PSR était un parti bourgeois parce que plusieurs de ses dirigeants furent, à une certaine période, membres du gouvernement de Velasco Alvarado. Le manque de rigueur marxiste de cette position et la base subjective sur laquelle elle avait été forgée empêchait non seulement une analyse claire du PSR comme parti nationaliste petit-bourgeois, mais empêchait également la définition d'une orientation politique claire et d'une tactique concrète pour les élections municipales. Nous nous sommes margi-

nalisés nous-mêmes, alors qu'il était possible de gagner la bataille face aux réformistes en s'appuyant justement sur la plate-forme originelle et sur la volonté de combat des masses.

En n'entrant pas dans l'IU pour combattre les réformistes, nous « confirmions » pour ainsi dire l'accusation de diviseurs dont les autres partis nous avaient affublés lors de la fin de l'ARI et de la campagne électorale de mai 1980. Si le parti ne qualifia pas l'IU de « front populaire », comme le firent le POMR et le PST, et qu'il l'avait analysé comme « un projet de front populaire », le PRT ne traçait néanmoins aucune politique concrète pour combattre ce « projet » et empêcher qu'il ne se concrétise. (...) Cela fut évident lors de la campagne électorale municipale de novembre 1980 où, dans certains endroits, nous avons participé à l'IU, tandis que dans d'autres nous présentions des listes alternatives, alors qu'à Lima nous lui apportions un appui critique.

Le résultat fut désastreux pour le parti, bien que le bilan du comité central ait dit ensuite que cette orientation avait été « correcte ». Nous nous étions mis en marge du processus politique, nous avions obtenu quelques conseillers municipaux sur les listes de l'IU et nous avions subi un échec là où nous nous présentions seuls. La lutte pour l'indépendance de classe, pour la mobilisation de masse, pour son auto-organisation et pour une unité de combat, qui pouvait mener à l'intérieur de l'IU n'a pas été menée. En croyant de manière illusoire « défendre de façon principielle l'indépendance de classe », on faisait en fait le jeu du réformisme et, pour les mêmes raisons, on travaillait contre l'indépendance de classe et pour les conciliateurs.

La campagne électorale municipale de l'IU de novembre 1980, surtout à Lima et dans les endroits où les secteurs les plus conciliateurs avaient des forces, fut d'un opportunisme et d'un réformisme grotesque. Néanmoins, la recherche par les masses d'une alternative qui canalise leur mécontentement

face au gouvernement, et la sympathie dont bénéficiait une gauche réunie au sein de l'IU permirent que ce front obtienne un très fort pourcentage dans tout le pays. Ce fut un coup dur pour le parti de Belaunde Terry, dont les candidats furent battus dans des districts clés de Lima et dans des capitales provinciales importantes, comme Arequipa et Puno.

Avalisés par le triomphe électoral de l'IU et aidés par notre auto-marginalisation, les secteurs réformistes imposèrent à cette coalition une orientation d'immobilisme et de paralysie qui se caractérisera par le manque d'initiatives de mobilisation, par la conciliation permanente et par la « stratégie » de préparation des élections de 1985.

Le nouveau débat sur l'IU. Le bilan du résultat électoral reposa le problème de l'IU. Néanmoins, on ne parvint pas à un accord sur ce sujet et on ouvrit alors un nouveau débat sur la question de savoir si le PRT devait intégrer l'IU. Pour résoudre cette question, une conférence nationale fut convoquée pour mai 1981.

Pendant plus de deux mois, le parti fut entraîné dans une polémique fractionnelle infernale où, une fois de plus, les attaques subjectives remplaçaient le débat politique. Une conférence nationale eut lieu dans des conditions extrêmement tendues et alors que l'unité du parti elle-même était menacée. Malgré tous les problèmes créés par la direction majoritaire d'alors, cette réunion sera le lieu d'un intense débat. Lors de cette conférence, la position contre l'entrée dans l'IU est ratifiée à une forte majorité, mais un nombre important de délégués centre-ront plutôt leurs interventions sur la crise interne du parti et sur le manque d'attention de la direction vis-à-vis des problèmes des militants. Après la conférence nationale, un groupe de camarades qui avaient proposé au PRT d'intégrer l'IU quitteront le parti après avoir été battus dans le débat politique, ce qui fut une erreur de leur part. On pouvait supposer que le parti avait défini une ligne politique

Hugo Blanco prend la parole dans un meeting de rue du PRT. (DR)



et que cela ouvrait une nouvelle phase de son activité. Au contraire, le parti entra de fait dans la période la plus critique de son histoire. En effet, après la conférence nationale, le PRT se retrouvera sans axe politique concret, sans avoir résolu ses problèmes organisationnels de base et, de plus, il sera affaibli par le départ de plusieurs membres de valeur.

Tout au long de 1981, la situation politique empira. La bourgeoisie avait l'initiative, appliquant tous ses plans, imposant sans difficulté ses mesures économiques, menant ses attaques contre les droits politiques des travailleurs et des exploités. Le réformisme, après avoir récupéré l'hégémonie dans la conduite du mouvement de masse, impulsa pour sa part une orientation de démobilisation et de conciliation. Notre parti, bien qu'il eut condamné cette orientation et qu'il eut appelé à la combattre, fut incapable de devenir l'élément déterminant dans la situation politique, faute d'une ligne qui puisse être entendue et assumée par des secteurs significatifs de l'avant-garde.

Notre présence dans d'importants combats ouvriers et populaires ne put rien nous apporter de plus que de gagner la sympathie et le respect de ces secteurs des masses, sans qu'ils ne trouvent en nous une réelle alternative politique. Dans cette situation difficile, le degré d'isolement social du parti atteignit son point le plus grave depuis qu'il existait comme organisation, isolement social qui, joint à l'inefficacité de la direction, rendait plus évidente la crise du parti et l'amena à son point extrême.

Le 2e congrès national du PRT. Le 2e congrès du parti constitua sans aucun doute un pas en avant par rapport au 1er congrès. La discussion n'y eut pas ce caractère fractionnel qui avait caractérisé le débat antérieur. La conclusion la plus importante de ce congrès fut l'élection d'une direction composée à 70 % par de nouveaux camarades. Ce fait, néanmoins, sera sérieusement limité par les insuffisances du débat politique et organisationnel.

Une fois de plus, les décisions clés furent repoussées à plus tard, et une fois de plus, on s'appuya sur une pratique insatisfaisante considérée comme neuve. Un jugement sur les responsabilités du parti dans le FOCEP, l'ARI et par rapport à l'IU fut éludé, de même qu'on évita de prendre position sur son intervention dans la lutte des classes et sur l'état général de l'organisation dans la période précédente. Ce fait allait constituer l'une des plus grandes faiblesses de la nouvelle direction élue.

La discussion politique fut extrêmement décevante. Le congrès ne proposa pas de plan d'action politique clair pour le PRT. L'attitude du parti face à l'IU ne fut pas discutée, bien que cette question ait été posée dans le bilan du PRT. Il fut décidé que le projet du parti était de se construire en marge de l'IU, en opposant le parti à ce front. Dans ce congrès, on commença à sentir pour la première fois les pressions de Sentier lumineux (SL) sur le parti (6). (...)

En résumé, si le congrès a bien réussi à élire une nouvelle direction libérée dans sa majorité de l'esprit fractionnel, il ne tira pas pour autant de conclusions sur le bilan du parti. Il laissa sans solution des problèmes politiques clés et ne définit pas de projet organisationnel concret.

L'orientation politique et les campagnes. Le problème central auquel était confrontée la nouvelle direction du PRT résidait dans les limites politiques de la situation. Cette direction voulut remplacer une orientation politique propre du PRT par le lancement de deux campagnes, l'une contre la répression et l'autre pour la centrale syndicale unique.

Si ces deux campagnes étaient effectivement correctes, elles présentaient deux limites : premièrement, elles ne faisaient pas partie d'un projet politique général à plus long terme et, deuxièmement, ces campagnes péchaient par propagandisme, notamment celle portant sur la centrale syndicale unique, et elles ne portaient pas de la nécessité de faire effectuer des avancées concrètes aux masses à partir des expériences qu'elles vivaient.

Le parti fonctionnait avec le projet de se construire en dehors de l'IU et de s'opposer à ce front. Bien que cela n'eut jamais été formulé de façon explicite, on travaillait en compétition avec l'IU, presque d'égal à égal, en prétendant disputer à ce front la direction des masses. Le parti, en n'ayant pas tiré le bilan de ce qui s'était passé avec le FOCEP, l'ARI et l'IU, n'avait pas une compréhension exacte de l'importance de la question de l'unité pour les masses. De la même manière, il ne sut pas poser la question de sa construction sur le terrain de l'unité. Le parti assumait son isolement comme une vertu.

Le PRT se maintint et confirma son image de parti de combat. Toutefois, cette attitude, qui suscita la sympathie d'importants secteurs populaires, ne tira pas le parti de son isolement, car en se marginalisant de l'IU, il apparaissait comme sectaire. Les efforts des militants, d'une part, et de la direction, d'autre part, ne parvinrent pas à sortir le parti de cet isolement politique. Le PRT ne se développa pas, mais il put continuer à exister grâce aux caractéristiques de la situation et à la politique de l'IU.

L'IU ne parvint pas à être autre chose qu'un front électoral, et comme il n'y avait pas d'élections prévues avant 1983, le problème de l'unité de la gauche passa au second plan durant toute cette période. Nous pouvions être présents à travers nos militants dans les grèves et les mobilisations, mais cette présence physique dans les luttes ne se transforma pas en une capacité de direction réelle du parti sur ces secteurs. Pendant toute cette période, l'IU ne fit qu'émettre des communiqués, sans connaître de réel grossissement. Elle se maintint grâce à son activité au Parlement et dans les municipalités. La prédominance du secteur dirigé par Alfonso Barrantes au sein du comité directeur national et l'inexistence d'instances organisées du front à la base firent que l'IU

n'intervint pas en tant que tel dans les luttes et les conflits. Cette paralysie et la politique hésitante vis-à-vis de l'APRA permirent à cette dernière d'apparaître comme la tête de l'opposition politique au régime.

Cependant, les luttes ouvrières et populaires contre le gouvernement se développaient non seulement de façon dispersée, mais ce qui est plus grave, sans perspectives politiques. L'unité du mouvement syndical n'était pas résolue, ni l'unité du mouvement paysan. Le mouvement syndical dut faire face, à cause de la crise et de la récession, à de nouvelles et importantes échéances auxquelles l'IU ne s'attendait pas. Il y avait une profonde séparation entre l'activité politique de l'IU en tant que front et l'activité de ses membres comme militants et dirigeants des luttes de masse.

C'est cela qui a permis à un parti comme le nôtre, marginalisé par rapport à l'IU par sa propre volonté, de continuer son activité. Toutefois, ce fait marquait aussi les limites de notre travail effectué en marge de l'IU. Quand il s'agissait d'alternatives politiques, les masses reconnaissaient l'IU comme leur direction, et cela plus parce qu'il représentait l'unité de la gauche et une alternative de changement social radical que pour tout autre raison. Dans cette situation, le parti en arriva à soutenir une politique profondément sectaire vis-à-vis de l'IU. Il identifia tout ce front au secteur contrôlé par Adolfo Barrantes. Il caractérisa la totalité de l'IU comme « réformiste », sans distinguer les divergences existant en son sein et la complexité du phénomène de l'IU.

Le problème de Sentier lumineux. En posant le problème de sa construction en dehors de l'IU, le parti était confronté au développement croissant de Sentier lumineux, qui eut lieu surtout à partir de l'été 1982, avec l'assaut donné à la prison de Huamanga et la libération de dizaines de prisonniers politiques.

Déjà lors du 2e congrès du PRT, la pression exercée par cette force s'était faite sentir sur le parti. Beaucoup de camarades qui pensaient que l'IU était « réformiste » et « électoraliste », pensaient aussi que le parti devait suivre les pas de SL pour être conséquent avec son projet révolutionnaire, puisque SL luttait par le moyen d'actions armées. Il convient d'affirmer que la position prise dès le début par le parti de reconnaître les militants de SL comme étant des révolutionnaires, et d'assumer leur défense contre la répression, était correcte, pendant que d'autres secteurs de la gauche en arrivaient presque à justifier la répression bourgeoise contre eux. Toutefois, si la position de base du parti était correcte, la faiblesse politique de notre projet fut mise en évidence par la forte pression politique exercée depuis ce moment-là sur les militants et les dirigeants du parti.

6. Pour une analyse du phénomène de la guérilla péruvienne du Sentier lumineux, cf. *Inprecor* numéro 144 du 28 février 1983.



avec nous. L'explication de cela réside dans le fait que les groupes en marge de l'IU avaient une dynamique assez sectaire. Certains étaient attachés à une orientation similaire à celle de SL, d'autres prétendaient être le seul courant révolutionnaire du pays, ces deux courants étant anti-trotskyistes.

La proximité des élections municipales de novembre 1983 et l'urgence d'y présenter une alternative cohérente sur la base du principe « ni avec IU ni avec SL » nous obligea à entreprendre des clarifications nécessaires. La position anti-électorale de courants extérieurs à l'IU, les hésitations du MIR-DNP, groupe qui n'avait pratiquement pas de politique électorale, et la trahison du PST, qui décida au dernier moment de nous laisser seuls, enterra définitivement la tentative de construire quelque chose de sérieux en marge de l'IU. L'échec du front révolutionnaire pour lequel le PRT avait mené une bataille conséquente, fut le résultat non pas d'un manque de volonté de notre part, mais du caractère non-viable historiquement de cette proposition.

Il n'est pas possible de construire aujourd'hui un courant révolutionnaire de masse en dehors du cadre de l'IU. Il n'est pas possible de capitaliser le mécontentement de courants de gauche à l'intérieur du mouvement de masse et d'unifier tous les secteurs révolutionnaires si l'on ne part pas de la reconnaissance de l'IU comme cadre d'un travail commun.

Les élections municipales de novembre 1983. L'intervention du parti dans ces élections a été précédée, il faut le souligner clairement, par une discussion extrêmement importante. Il a été débattu de la question de savoir si le PRT devait participer aux élections. Et ceci n'était pas un débat tactique, mais un débat de principe pour savoir si les révolutionnaires devaient intervenir en général dans les processus électoraux. Ce débat, qui s'est finalement conclu en faveur de la participation au processus électoral, avait prouvé l'existence à l'intérieur du parti d'un courant ultra-gauchiste — prônant l'abstention, le vote blanc ou le vote nul —, expression des survivances du passé du trotskysme en Amérique latine et des pressions de SL.

Le parti se vit obligé d'aller seul aux élections. Il revenait au point de départ et au 2e congrès : le PRT s'opposait seul à l'IU. Il voulait opposer, de façon erronée, les positions révolutionnaires à la démarche de front unique. C'était comme si nous voulions amener les masses à choisir entre le soutien à notre politique et la réalisation de leur unité. Cette fausse opposition déboucha finalement sur la débâcle du 13 novembre 1983, où le PRT n'obtint que 0,5 % des votes (8). Notre campagne électorale, surtout dans sa dernière phase, paraissait plus être orientée dans le but d'empêcher le triomphe de l'IU que dans celui de défendre nos propres points de vue. Notre profession de foi contenait plus de critiques et d'épithètes à l'encontre de l'IU que de propositions pour l'action des masses.

Ce résultat était non seulement le verdict de la politique municipale du parti, mais mettait sur la sellette ce qui avait été le projet même du PRT : se construire en dehors de l'IU. C'est cette orientation sectaire qui avait échoué et c'est cette orientation qui devait être corrigée.

Le plus grave, c'est que la succession d'erreurs politiques par rapport à l'unité des masses, le sectarisme et le dogmatisme qui nous avaient animés ôtaient au parti le soutien électoral qui était le principal capital politique sur lequel il avait commencé à se construire : le PRT était sérieusement menacé de se transformer en une secte. Le parti était obligé de prendre un tournant ou de se voir condamné à l'isolement jusqu'à presque disparaître comme courant politique important du mouvement ouvrier et populaire.

L'autocritique approuvée par le PRT à la fin 1983 ouvrit une nouvelle phase pour le parti et déboucha sur la formulation d'un nouveau projet : se construire comme parti révolutionnaire dans le cadre de l'IU (9). C'était là un défi difficile et complexe. Le parti avait perdu beaucoup de temps, et ce dernier avait joué en faveur des réformistes, qui avaient gagné du terrain et qui veulent aujourd'hui à tout prix empêcher notre entrée dans ce front.

Ce nouveau cours a en réalité commencé récemment. Le PRT ne doit pas seulement reconnaître l'IU comme le cadre de l'unité des masses et y travailler, mais il doit réellement commencer à mener une politique révolutionnaire. Nous devons dépasser le propagandisme et le dogmatisme. Nous devons apprendre à nous orienter vers les masses, à cesser de parler pour nous-mêmes ou pour nous convaincre que nous sommes révolutionnaires, et commencer à nous préoccuper plus de convaincre les masses de ce que nous sommes au travers de leurs propre expérience.

Le parti doit définir une politique d'alliance à l'intérieur de l'IU, qui lui permette non seulement de gagner la bataille contre le réformisme, mais aussi d'établir des liens qui lui permettent d'avancer vers la construction d'un grand parti révolutionnaire. Le PRT doit laisser de côté la pédanterie et apprendre à agir comme un courant révolutionnaire en cessant de faire comme s'il était le seul courant révolutionnaire. ■

Parti révolutionnaire
des travailleurs (PRT),
Combate Socialista,
Lima, avril 1984.

Le manque de confiance dans le parti amena pas mal de camarades à ressentir une sorte de sentiment de culpabilité de ne pas mener de lutte armée comme le faisait SL. Pendant toute une première phase, le parti ne formula pratiquement aucune critique à l'encontre de SL et se limita à le défendre contre la répression. Dans un nombre de cas non négligeables, nos militants se sentaient plus proches de SL que des militants de l'IU.

Le désaveu public que le parti fit des actions terroristes de SL produisit une gêne chez certains camarades qui voulaient que le parti avalise totalement l'action de ce groupe. Cette pression de SL exprimait la faiblesse politique du PRT.

Le front révolutionnaire. Presqu'à la fin de l'année 1982, le PRT formula une politique plus cohérente. Il proposa la création d'un front révolutionnaire se posant comme une alternative tant à SL qu'à l'IU. Cette proposition fut poursuivie jusqu'aux élections municipales de 1983. Le parti modifiait ainsi son orientation précédente, qui consistait à ne faire que s'opposer à l'IU, pour proposer la construction d'un pôle qui se revendiquerait lui aussi de l'unité, mais de l'unité de tous ceux qui étaient contre l'unité avec l'IU.

Cette orientation fut celle qui amena le PRT à passer un accord avec le PST et à tenter d'étendre cet accord à d'autres secteurs (7). Cette politique n'aboutit pas. Le PRT parvint effectivement à publier avec le PST certains communiqués dans la presse et à tenir un important meeting sur la place du 2 Mai à Lima, mais l'accord ne put se concrétiser et aucun autre secteur ne se joignit à son appel. Les tentatives d'entraîner à nos côtés les dirigeants de la Fédération minière, le MIR-DNP (Benitès) et le MRS n'aboutirent pas. Unis avec le PST nous restions pourtant dans l'isolement, et même les dissidents de l'IU ne furent pas disposés à passer un accord

7. Sur l'accord du PRT avec le PST, cf. *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983.

8. Lors des élections municipales du 13 novembre 1983, l'AP n'obtint que 12 % des suffrages, loin derrière l'APRA (35 %), la coalition de la Gauche unie (30 %) et le Parti populaire chrétien (18 %). Alfonso Barrantes, de l'IU, obtint 34 % des voix et remporta la mairie de Lima.

9. L'autocritique du PRT a été publiée dans *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984, en même temps qu'un article tirant le bilan des élections municipales de novembre 1983.

Le régime lance une campagne anti-ukrainienne

DANS le roman de George Orwell, 1984, les séances de « deux minutes de haine » sont l'une des techniques de domination idéologique du pouvoir totalitaire. Bien que le système du « collectivisme oligarchique » né de l'imagination d'Orwell n'existe pas en Pologne, il existe dans l'arsenal de la bureaucratie polonaise quelque chose qui rappelle les « deux minutes de haine ». L'an dernier — c'était justement l'année Orwell —, cette méthode fut utilisée à l'encontre du prêtre Jerzy Popieluszko, ce qui poussa au crime un groupe d'agents du Service de sécurité (police secrète). En 1984, le système des « deux minutes de haine » fut également utilisé contre le peuple ukrainien. Durant des mois, de façon clairement coordonnée, la presse officielle a clamé ce qu'elle appelle « la vérité sur le caractère criminel du nationalisme ukrainien » et sur les actes des « hordes barbares de nationalistes ukrainiens » d'il y a quarante ans. Les combattants du mouvement de libération nationale de l'Ukraine qui, durant huit ans (1943-1951), menèrent la lutte armée contre l'impérialisme allemand d'abord, contre la tyrannie stalinienne ensuite, ont été présentés comme des « bourreaux sauvages », comme des « coupeurs de têtes fascistes sortis de la forêt », et leur activité qualifiée de « synonyme de crime contre l'humanité ». Cette campagne, selon les informations que nous avons reçues, a été directement inspirée par le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire par la police qui, en Pologne, est la principale institution d'Etat s'occupant de la question ... des nationalités. C'est de ce

Arthur WILKINS

A la suite de l'échec de l'Armée rouge dans la guerre avec la Pologne en 1920, les territoires occidentaux de l'Ukraine (et aussi de la Biélorussie) firent partie de l'Etat bourgeois polonais jusqu'en 1939. Cet Etat poursuivit à l'égard de la population ukrainienne — à 90 % paysanne — la politique traditionnelle des classes dirigeantes polonaises dans ces territoires, une politique d'oppression nationale, de discrimination culturelle, d'exploitation économique et d'assimilation forcée. En 1930, en représailles des actions terroristes menées par les nationalistes ukrainiens, le maréchal Jozef Pilsudski, chef de l'Etat polonais, donna l'ordre à l'armée et à la police de « pacifier » les villages ukrainiens. « C'est ainsi que se forgea l'expérience fondamentale de tout un peuple face à la Pologne et aux Polonais », lit-on dans un livre paru récemment dans la clandestinité à Varsovie, qui traite des relations entre la Pologne et ses voisins orientaux. « Ce fut un crime. Et un crime que nous devons payer. » (2) C'est ce qui déclencha la revanche de la paysannerie ukrainienne en 1943, dont il sera question plus loin.

D'autre part, l'Ukraine occidentale était le centre traditionnel du mouvement national ukrainien, en particulier la Galicie, appelée le « Piémont de l'Ukraine ». Durant un certain temps, la majorité de ce mouvement fit preuve de « soviétophi-

lie », se tournant vers l'Ukraine soviétique qui, après la révolution d'Octobre, avait un grand attrait pour les paysans, les ouvriers, la petite-bourgeoisie et même les prêtres gréco-catholiques de la partie polonaise de l'Ukraine. La situation fut radicalement modifiée à la suite des crimes monstrueux du stalinisme contre le peuple ukrainien au moment de la collectivisation forcée des campagnes, qui provoqua la famine et la mort de près de 6 millions de paysans en Ukraine soviétique, ainsi que des massacres au sein de l'intelligentsia ukrainienne et des cadres communistes nationaux. En 1939, peu avant l'entrée des troupes soviétiques en Ukraine occidentale, Léon Trotsky écrivait : « Nulle part les restrictions, les épurations, les répressions et en général toutes les formes de brigandage bureaucratique n'assumèrent un tour de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine dans la lutte contre les aspirations puissantes, profondément enracinées, des masses ukrainiennes pour plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une section administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. » (3)

Après les crimes staliniens, expliquait alors Trotsky, les masses ukrainiennes ne veulent plus vivre en URSS ni y être rattachées. Elles aspirent au contraire à créer un Etat national indépendant des ouvriers et des paysans. Les ouvriers de Russie et du monde entier « doivent

ministère que provenaient les textes publiés dans la presse. D'une manière ou d'une autre, les organes de presse de toutes les fractions de la bureaucratie ont pris part à cette campagne, à commencer par l'hebdomadaire pseudo-libéral *Polityka* contrôlé par le vice-Premier ministre Mieczyslaw Rakowski et jusqu'à *Rzeczywistosc*, organe des staliniens « durs » et nationalistes à l'extrême, en passant par *Slowo Powszechne*, gazette des « catholiques socialement progressistes », c'est-à-dire collaborant sans vergogne avec le pouvoir bureaucratique, quelle que soit sa forme. C'est sans aucune gêne que *Rzeczywistosc* s'est appuyé sur une déclaration, datant de 1943 du Parti national (SN), parti qui représentait les courants bourgeois et les grands propriétaires terriens les plus chauvins et qui avait toujours été à « l'avant-garde » de la politique oppressive polonaise en Ukraine et en Biélorussie :

« La société ukrainienne, témoignant de son immaturité voire de sa dégénérescence par des crimes de masse, se condamne elle-même. La débilité et le primitivisme de la société ukrainienne font obstacle à son propre développement. » (1)

Pour comprendre la campagne anti-ukrainienne actuelle, il faut se souvenir des événements historiques que le pouvoir bureaucratique exploite dans cette campagne. C'est ce que nous allons essayer de faire dans l'article qui suit.

comprendre même aujourd'hui les causes du séparatisme ukrainien, ainsi que la puissance latente et la légitimité historique sur lesquelles il s'appuie et ils doivent déclarer au peuple ukrainien, sans aucune restriction, qu'ils sont prêts à soutenir avec toutes leurs forces le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante dans le cadre d'une lutte commune contre la bureaucratie autocratique aussi bien que contre l'impérialisme. » (4)

LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE PENDANT LA GUERRE

Après l'agression de l'impérialisme allemand contre l'URSS, une lutte de libération nationale se développe en Ukraine occidentale. L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) prit la tête de cette lutte et, en 1943, elle fonda dans les campagnes une Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) qui compta rapidement près de 40 000 combattants. Dans

1. Jędrzej Seret, *Tragedia Kresow* (la Tragedie des marches orientales), *Rzeczywistosc* numéro 32, 1984.

2. Kazimierz Podlaski, *Białorusini, Litwini, Ukraińcy : nasi wrogowie czy bracia ?* (Biélorusses, Lithuaniens, Ukrainiens : nos ennemis ou nos frères ?), *Slowo*, Varsovie 1984, p. 75. *L'Alternative*, numéro 31, 1985, a publié des extraits de ce livre intéressant.

3. Writings of Leon Trotsky, 1938-1939, Pathfinder Press, New York 1974, p. 302-303.

4. Writings of Leon Trotsky, 1939-1940, Pathfinder Press, New York 1977, p. 53.

le passé, l'OUN avait été une organisation de droite menant des actions terroristes contre l'Etat polonais et manifestant un penchant pour le fascisme. Son espoir était que l'Allemagne accepterait la formation d'un Etat ukrainien indépendant. La répression sanglante de toute manifestation de nationalisme ukrainien et la politique d'exploitation brutale des masses ukrainiennes mises en œuvre par les nazis guérissent rapidement l'OUN de ses illusions réactionnaires. En même temps, l'OUN effectua un tournant idéologique profond. Ses « groupes expéditionnaires », qui pénétrèrent en Ukraine soviétique sous occupation nazie à partir de 1941, nouèrent des contacts avec la population locale de cette partie de l'URSS. A la suite de débats avec cette population, dont la conscience était formée par les acquis de la révolution d'Octobre et dans le cadre de la société post-capitaliste, et surtout sous la pression des aspirations politiques de la classe ouvrière du Donbass (premier bassin houiller et sidérurgique d'Ukraine et d'URSS), l'OUN et l'UPA adoptèrent un programme pour une révolution non seulement nationale, mais également sociale. L'Ukraine indépendante devant naître de la lutte « contre Hitler et contre Staline », devait être un Etat démocratique, sans capitalistes ni propriétaires terriens, sans « la classe parasitaire des magnats bolcheviques », sans l'oppression d'une nation par une autre et sans l'exploitation de l'homme par l'homme, un Etat fondé sur la propriété sociale des moyens de production et construisant une société sans classes.

L'adoption par les nationalistes ukrainiens d'un programme pour la révolution sociale, sous l'impact de la réalité soviétique, confirmait la thèse de Trotsky selon laquelle la révolution sociale, trahie en URSS par la bureaucratie et son parti, demeurerait vivante dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs. Cela fut souligné par Pierre Frank lors du 3e congrès mondial de la IVE Internationale, en 1951. Il affirmait alors : « Ce que nous avons appris du mouvement indépendantiste ukrainien sur cette question est aussi très significatif. Comme conséquence de la division de l'Ukraine avant la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement nationaliste ukrainien en Pologne avait contribué à l'apparition de tendances indépendantistes en Ukraine soviétique. Mais, d'un autre côté, la différence de système social entre ces deux parties de l'Ukraine avait conduit à l'évolution des nationalistes ukrainiens en Pologne vers l'adoption des formes de propriété sociale de l'Ukraine soviétique. C'est un phénomène qu'il ne faut pas oublier. » (5) Le nouveau nationalisme révolutionnaire évoluant vers le socialisme démocratique, gagna le soutien des masses de l'Ukraine occidentale qui avait fait partie de la Pologne d'avant 1939. Lorsque l'armée soviétique pénétra dans ce territoire, en 1944, le Kremlin fut confronté au premier mouvement massif de révolution politique dans son Etat.

En 1943, lors de la création de l'UPA, en Volhynie et en Polésie — provinces de



Le pays des Lemkos, en Pologne, au printemps 1947 : les plus jeunes combattants de l'UPA. (DR)

l'Ukraine occidentale — un conflit national sanglant opposa la paysannerie ukrainienne aux colons polonais. De part et d'autre, on assista à des massacres de la population civile. Les organisations de la résistance — polonaises et ukrainiennes — y participèrent des deux côtés. Les autorités allemandes, intéressées au plus haut point par le développement de l'antagonisme polono-ukrainien, ne manquèrent pas de verser de l'huile sur le feu, tout comme le firent les groupes de partisans soviétiques, qui avaient intérêt à provoquer des pogromes au sein des masses ukrainiennes soutenant le mouvement de libération nationale et sociale. En engageant une guerre de libération contre l'impérialisme allemand, les masses ukrainiennes prenaient en même temps leur revanche vis-à-vis de l'oppression nationale que leur faisait subir la population polonaise. En effet, le mouvement de résistance polonais et les autorités de « l'Etat clandestin » polonais étaient hostiles au mouvement national ukrainien (6). Ils considéraient qu'à l'avenir, l'Ukraine occidentale devrait appartenir à la Pologne et ils voulaient sauvegarder l'acquis territorial de l'Etat bourgeois à l'Est. L'Armée de l'intérieur (AK) polonaise avait rejeté les propositions de l'UPA visant à mettre fin aux luttes réciproques et à collaborer contre les ennemis communs — Hitler et Staline — en se fondant sur la reconnaissance du droit de la nation ukrainienne à constituer un Etat indépendant.

LA BUREAUCRATIE MANIPULE L'HISTOIRE

Ce sont avant tout ces événements que le pouvoir bureaucratique polonais exploite aujourd'hui. Non seulement il voile l'arrière-plan historique des massacres qui ont eu lieu en 1943 et la responsabilité historique de la partie polonaise, en tant qu'opresseur, mais il passe sous

silence la politique réactionnaire des institutions politiques et militaires de l'« Etat clandestin » polonais en Ukraine occidentale sous l'occupation nazie en ce qui concerne la question nationale. L'historien Jerzy Tomaszewski est même mis en accusation dans la presse du régime pour avoir osé affirmer que des massacres de populations civiles avaient eu lieu de part et d'autre et que les actions de la résistance polonaise contre les paysans ukrainiens ne sauraient en aucun cas être qualifiées d'autodéfense. La presse officielle parle de « matériaux de propagande forgés par les nationalistes ukrainiens disant la même chose que l'historien polonais » (7), et d'autres matériaux qui « ne sont qu'inventions sionistes imaginées de toutes pièces, comme celles que le professeur Jerzy Tomaszewski sert aux lecteurs polonais ». *Rzeczywistosc* suggère que « les touristes noirs de l'Ouest » (allusion aux éléments étrangers, y compris du point de vue de la race) tentent d'acheter certains scientifiques polonais pour qu'ils proclament des idées analogues à celles de Tomaszewski, et accuse ce dernier de « cracher au visage des Polonais ». *Rzeczywistosc* ajoute que la présentation publique des recherches de Tomaszewski sur les relations passées entre la Pologne et l'Ukraine « fera plus de mal que de bien à la science polonaise, et également à notre Patrie, ce qui ne peut nous être indifférent à nous, ses citoyens ! » (8) La presse

5. Pierre Frank, « Evolution of Eastern Europe » in *Class, party and state and the Eastern European Revolution*, Education for Socialists, SWP, New York, 1969, p. 51.

6. Sur l'« Etat clandestin » polonais durant la guerre et l'« Armée de l'intérieur » (AK), voir l'article d'Arthur Wilkins et de Cyril Smuga, « Les véritables origines de la République populaire », dans *Inprecor* numéro 189 du 4 février 1985.

7. Jacek E. Wilczur, *Nawroty do zlej przeszlosci* (Retour à un triste passé), *Przegląd Tygodniowy*, numéro 26, 1984.

8. J. Seret, op. cit.

officielle présente le nationalisme révolutionnaire ukrainien et la lutte de libération des masses ukrainiennes comme un mouvement fasciste, allié à Hitler. Utilisant la méthode de l'amalgame, elle parle de l'UPA et de deux formations mises sur pied par les nazis — la police auxiliaire ukrainienne et la division SS-Galicie — comme s'il s'agissait de plusieurs ailes d'un même mouvement. Enfin, pour couronner le tout, la presse officielle s'appuie sur la « pensée politique » des courants les plus chauvins et impérialistes de la droite polonaise, comme en témoigne la citation par *Rzeczywistosc* de la déclaration honteuse de 1943 du Parti national évoquée plus haut.

Cette orientation idéologique n'est pas nouvelle dans l'histoire de la dictature bureaucratique en Pologne. Dès le début de sa domination, le stalinisme polonais a mené une politique chauvine en ce qui concerne la question nationale. Dès 1945, le pouvoir « populaire » proclamait que l'Etat polonais devait être nationalement homogène. Plus ou moins ouvertement, les équipes dirigeantes successives sont restées fidèles à cette « tradition » avec laquelle le 1er congrès du syndicat Solidarité en 1981 chercha à rompre en proclamant le principe démocratique de la « République des nations ». La population ukrainienne habitant à l'intérieur des nouvelles frontières polonaises fixées après la Seconde Guerre mondiale fut victime de cet « idéal » totalitaire. Au lendemain de la guerre, à la suite d'un accord avec le Kremlin, la grande majorité de cette population (plusieurs centaines de milliers de personnes) fut déportée de force vers l'Ukraine soviétique, y compris les villages traditionnellement pro-staliniens, et cela en dépit des protestations énergiques de vieux communistes ukrainiens. Les détachements de l'UPA opposèrent une résistance armée à ces déportations et défendirent la population ukrainienne face aux pillages, pogromes et assassinats perpétrés par l'appareil de la sécurité, par la milice et par l'armée de la Pologne « populaire », ainsi que par les détachements armés des colons chauvins polonais. C'est à cette époque que des groupes armés issus

Myroslav Onychkevych (« Orest »), commandant de l'une des régions de l'UPA, exécuté en Pologne. (DR)



de l'ancienne AK, qui s'opposaient au régime stalinien, commencèrent à collaborer sur le terrain avec l'UPA. Ils contribuèrent à protéger la population ukrainienne des persécutions, firent de l'agitation au sein de la milice et de l'armée contre la répression anti-ukrainienne, et organisèrent l'aide aux paysans ukrainiens dans les villages polonais. En rompant ainsi avec l'ancienne politique de l'AK, ils adoptèrent une position démocratique face à la question ukrainienne, et certains dirigeants de ces détachements de guérilla reconnurent les aspirations du peuple ukrainien à l'indépendance nationale.

La question ukrainienne dans la Pologne « populaire » fut finalement « résolue » en 1947. Il ne subsistait alors qu'un seul groupe ethnique ukrainien sur le territoire polonais, dans les Carpates, les Lemkos. L'armée polonaise mena une opération, dite « action Vistule », pour laquelle des dizaines de milliers de soldats furent mobilisés. Son but était de déporter toute la communauté lemko et de détruire l'UPA. Les Lemkos défendirent avec acharnement leur droit à vivre sur une terre qu'ils habitaient depuis des siècles. C'est la compagnie de guérilla composée de paysans lemkos et dirigée par Stepan Khryn — l'un des meilleurs chefs militaires de l'UPA — qui mena les plus ardents combats, utilisant avec succès la tactique de raids offensifs contre les troupes adverses. L'armée polonaise déporta 150 000 Lemkos vers le nord et l'ouest de la Pologne, où ils furent dispersés et condamnés à « atteindre le degré supérieur de la polonité », c'est-à-dire l'assimilation. Rappelons que c'est grâce à ce pogrome criminel de la population lemko que l'actuel chef du régime bureaucratique polonais, le général Jaruzelski, gagna ses étoiles d'officier. Jusqu'à ce jour, il est interdit de parler du sort que le stalinisme polonais a fait subir aux Lemkos. Ce n'est que durant les périodes de révolution politique que la presse légale peut en parler. La presse démocratique a rappelé le drame des Lemkos à deux reprises — en 1957 ce fut le fait de l'hebdomadaire *Po Prostu*, organe de la « Gauche d'Octobre », et en 1981, de *Tygodnik Solidarnosc*, hebdomadaire central du syndicat Solidarité.

Les terres des Lemkos furent entièrement vidées de toute population. Aussi, les détachements de l'UPA durent-ils se replier vers l'Ukraine soviétique, où ils intégrèrent les unités locales de l'UPA. Durant quelques années encore, ils menèrent une lutte courageuse, mais finirent par être exterminés sans merci par les formations du NKVD. En mars 1950, le général Taras Tchuprynka (Roman Chukhevytch), commandant en chef de l'UPA, fut capturé et assassiné près de Lvov. Peu après, les derniers groupes de guérilleros ukrainiens, qui avaient lutté jusqu'au bout dans les forêts des Carpates pour l'élimination de cette « prison des nations » — comme ils appelaient l'URSS stalinienne — furent vaincus. « Si l'on additionne les pertes de la révolution 1917-1920, celles de la collectivisation et des purges de 1930 et celles de la Deuxième Guerre mondiale, on



Vasyl Mizerny (« Ren »), commandant du secteur tactique « Lemko » de l'UPA, mort au combat en Ukraine soviétique. (DR)

constate qu'elles se montent à plus de la moitié de la population masculine et un quart de la population féminine de l'Ukraine. Avec les hommes, ce sont les traditions, les idées, les acquis et les espoirs de générations entières qui ont été détruits. Face à une telle hécatombe, il est remarquable que la société ukrainienne ait eu encore la force, après la guerre, de manifester ses aspirations nationales. Plus remarquable encore est, dans les années 1960, la montée du mouvement dissident ukrainien, nouveau témoignage de la ténacité de l'esprit humain. » (9)

L'INQUIÉTUDE DU « GRAND FRÈRE »

Pourquoi la police politique polonaise — qui, normalement, ne s'occupe pas de l'histoire — s'est-elle tout d'un coup, en 1984, intéressée au nationalisme ukrainien d'il y a 40 ans ? Pourquoi la presse du régime, inspirée par le ministère de l'Intérieur, a-t-elle tout d'un coup commencé, et avec quelle énergie, à marteler le thème « Ukrainien - bandit et fasciste », qui rencontre malheureusement un écho dans une partie du peuple polonais ? Il faut rappeler ici que, dans le passé, ce fut la minorité juive, accusée d'avoir pris part aux « conspirations sionistes » contre la nation polonaise et le socialisme, qui était la cible des campagnes chauvines de la bureaucratie polonaise. Aujourd'hui, pour la première fois, « certains éléments » de la minorité ukrainienne sont l'objet d'accusations analogues. Selon ces dires, les anciens soldats de l'UPA et les anciens militants de l'OUN, « qui, durant 40 ans de paix européenne n'ont rien appris, ont relevé la tête en Pologne à l'époque du chaos et du relâchement » (10), c'est-à-dire au moment de la révolution politique

9. Bohdan Krawchenko, « La grande famille en Ukraine », *l'Alternative*, numéro 24, 1983, p. 50.

10. Jędrzej Seret, *Pogrobowcy Stepana Bandery* (Les héritiers de Stepan Bandera), *Rzeczywistosc* numéro 50, 1984.

de 1980-1981. Pourquoi s'en prend-on à la minorité ukrainienne en Pologne, au reste systématiquement discriminée, privée du droit de développer librement sa culture nationale et de conserver sa langue, et ne possédant qu'une association socio-culturelle rachitique sous contrôle administratif direct du ministère de l'Intérieur ?

La réponse à ces questions est à rechercher de l'autre côté de la frontière. En Ukraine soviétique, en particulier dans sa partie occidentale, la lutte de Solidarité a eu un écho important parmi les ouvriers et l'intelligentsia. Nombre de dissidents ukrainiens ont considéré le mouvement social des travailleurs polonais comme l'exemple à suivre et comme une alternative positive face aux expériences du mouvement de défense des droits de l'homme en URSS, isolé par rapport à la classe ouvrière. En février et en mars 1983, des tracts appelant à la grève et soutenant Solidarité ont fait leur apparition dans les usines d'Ukraine occidentale. En mars 1984, des tracts de l'Organisation (polonaise) Solidarité Combattante furent diffusés en russe et en ukrainien. Ils appelaient à former des groupes à l'image de ceux existant en Pologne, sous la bannière de l'autogestion, de la solidarité et de l'indépendance. Comme s'il voulait expliquer les raisons de la campagne anti-ukrainienne de la bureaucratie polonaise, un dignitaire du PCUS d'Ukraine occidentale, Petro Sardatchuk, écrivait dans *Kommunist* (numéro 12, 1984) de Moscou, que « l'ennemi de classe, en menant la diversion idéologique, cherche à tirer profit de l'histoire et de la situation géopolitique particulière de la région subcarpatique », que les zones frontalières de l'Ukraine « sont aux premières lignes de la confrontation idéologique », et « qu'on y sent sans cesse la fumée des feux antisoviétiques ». Les allusions au danger que constitue le mouvement social polonais étaient donc claires. Un peu auparavant, en automne 1983, la presse so-

viétique s'alarmait de ce qu'une activité subversive contre l'Ukraine soviétique soit menée en Pologne et de ce qu'à partir de là les centres d'espionnage de l'impérialisme occidental incitent les dissidents ukrainiens à apprendre de Solidarité et à « adapter aux conditions soviétiques les méthodes de la contre-révolution rampante » élaborées en Pologne.

Depuis des décennies, le Kremlin craint le mouvement de libération du peuple ukrainien, la plus grande nation opprimée d'Europe, qui habite le plus grand pays du continent. Selon le critère des paramètres territoriaux, démographiques et économiques, l'Ukraine représente 20 % de l'URSS. Le Kremlin est conscient que ce sont justement les masses ukrainiennes qui ont déclenché la première révolution politique contre son pouvoir. La haine stalinienne contre le nationalisme ukrainien des années 1940 n'a pas faibli jusqu'à ce jour. On continue à condamner et à exécuter des citoyens soviétiques accusés d'appartenir à l'UPA. Le fils du général Roman Chukhevytch est toujours emprisonné parce que, depuis 35 ans, il refuse de renier son père, tandis que l'ancien combattant de l'UPA, Danylo Chumuk, qui fut un militant communiste avant la guerre, a récemment été reconnu comme étant le plus ancien prisonnier politique du monde par Amnesty International. Les aspirations nationales en Ukraine sont un baril de poudre. Elles se développent avec la croissance de la classe ouvrière ukrainienne. Celle-ci représente 75 % de l'ensemble de la population ukrainienne, elle est parmi les plus instruites d'URSS et elle a une importante expérience de lutte en défense de ses droits.

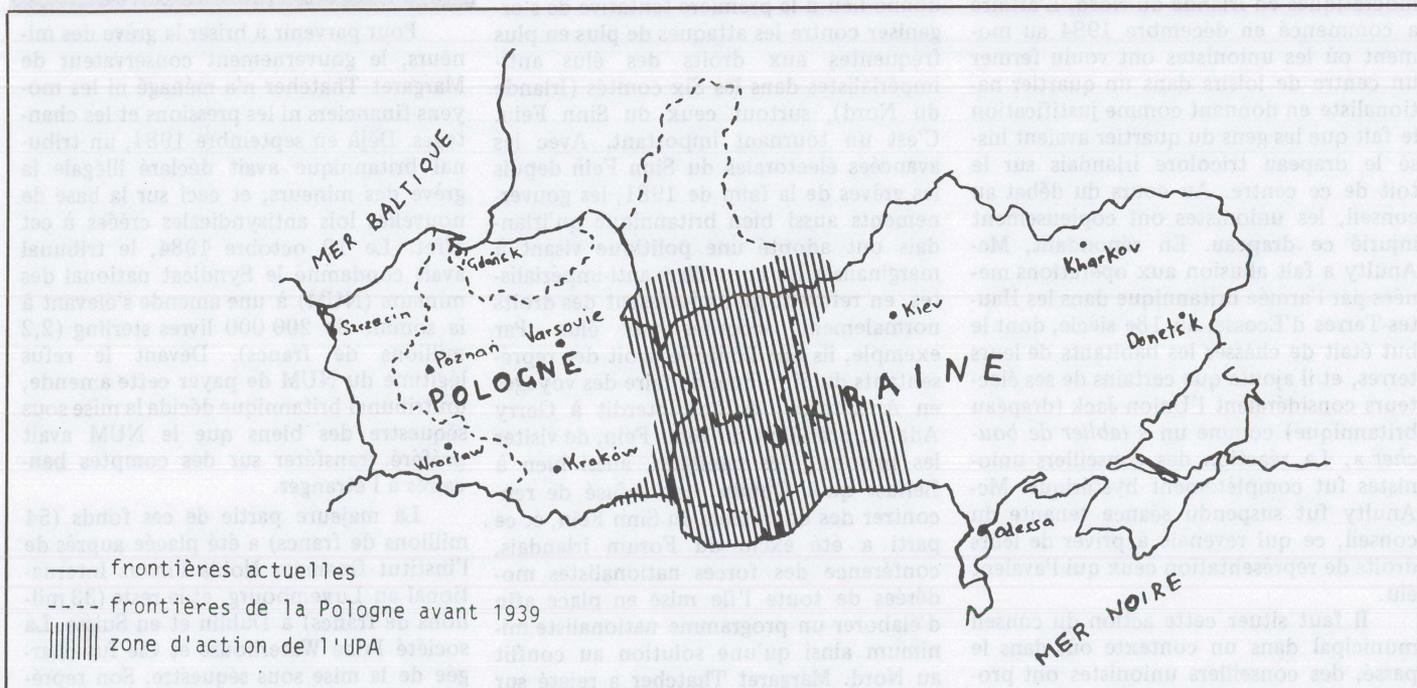
En 1962, dans le Donbass, elle a mené des grèves à grande échelle et de caractère semi-insurrectionnel. La question nationale se lie de plus en plus avec la question ouvrière. « Me trouvant, en tant qu'ouvrier, au degré le plus bas de l'échelle sociale soviétique, je ressens très directement le poids de l'oppression économique,

socio-politique et nationale », écrivait en 1980 d'un camp du goulag l'ouvrier Mykola Pohyba (11).

Au Kremlin comme à Varsovie, la pensée de ce qui pourrait arriver si une alliance des mouvements sociaux de Pologne et d'Ukraine voyait le jour à l'avenir, soulève la panique. L'exacerbation de la haine nationale entre Polonais et Ukrainiens, dont la campagne chauvine anti-ukrainienne en Pologne est une facette, est donc une action préventive typique. En Pologne, elle est d'autant plus nécessaire du point de vue de la bureaucratie que, durant les deux dernières années, la presse clandestine de Solidarité et les éditions indépendantes ont consacré pas mal de place à l'histoire et aux perspectives des relations polono-ukrainiennes, expliquant les causes de l'antagonisme traditionnel sur la base d'une éducation démocratique et dans un esprit de solidarité mutuelle face à la lutte contre l'ennemi commun. Cette activité de Solidarité clandestin est un élément important dans le processus de formation d'une conscience démocratique par rapport à la question nationale et du développement de la stratégie du mouvement social en Pologne. Récemment, *Inprekor* polonais a contribué à cet effort en publiant un important dossier sur la question nationale ukrainienne et en présentant dans ce cadre l'histoire véritable de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne. La rédaction d'*Inprekor* polonais considère que les socialistes révolutionnaires en Pologne devraient inclure dans leur programme le soutien au mot d'ordre lancé par Trotsky en 1939 : « Pour une Ukraine des conseils, ouvrière et paysanne, libre et indépendante ! » et admettre qu'« il n'y aura pas de Pologne autogérée sans Ukraine indépendante. »

Arthur WILKINS,
1er mars 1985.

11. « Lettre de l'ouvrier Mykola Pohyba », Cahiers du Samizdat numéro 78, 1981, p. 14.



IRLANDE

Victoire dans l'affaire du "tablier de boucher"

Le conseil municipal de Belfast a récemment adopté une résolution dont le but est d'empêcher que l'organisation républicaine Sinn Fein et d'autres organisations anti-impérialistes se présentent aux élections municipales en mai prochain, ainsi qu'à l'occasion de futures consultations électorales. Les partisans de cette résolution espèrent réaliser leur objectif en obligeant tout candidat aux élections en Irlande du Nord à signer une déclaration par laquelle ils s'opposeraient à la violence et prêteraient serment d'allégeance à la monarchie britannique. Cette initiative constitue la plus récente d'une série d'attaques lancées en Irlande du Nord contre les élus du Sinn Fein et de People's Democracy (PD), section irlandaise de la IVe Internationale. Elle survient à la suite d'une victoire significative remportée par l'un des conseillers municipaux de PD, John McAnulty, contre une tentative de la part de la majorité unioniste (nom donné aux partisans du maintien du rattachement de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni) du conseil municipal de Belfast de l'exclure du conseil.

La victoire de PD dans ce qu'on appelle l'affaire du « *tablier de boucher* » a montré qu'il est à la fois nécessaire et possible de s'opposer aux attaques de plus en plus nombreuses contre les droits démocratiques en Irlande du Nord. L'affaire a commencé en décembre 1984 au moment où les unionistes ont voulu fermer un centre de loisirs dans un quartier nationaliste en donnant comme justification le fait que les gens du quartier avaient hissé le drapeau tricolore irlandais sur le toit de ce centre. Au cours du débat au conseil, les unionistes ont copieusement injurié ce drapeau. En répondant, McAnulty a fait allusion aux opérations menées par l'armée britannique dans les Hautes-Terres d'Ecosse, au 18e siècle, dont le but était de chasser les habitants de leurs terres, et il ajouta que certains de ses électeurs considéraient l'Union Jack (drapeau britannique) comme un « *tablier de boucher* ». La réaction des conseillers unionistes fut complètement hystérique. McAnulty fut suspendu séance tenante du conseil, ce qui revenait à priver de leurs droits de représentation ceux qui l'avaient élu.

Il faut situer cette action du conseil municipal dans un contexte où, dans le passé, des conseillers unionistes ont pro-

féré des menaces de mort contre des conseillers de PD et du Sinn Fein, appelé à l'incinération de la population catholique et agressé physiquement le conseiller de PD, Fergus O'Hare, dans la salle du conseil, sans que les responsables de ces faits aient été exclus. McAnulty a refusé d'accepter le droit du conseil de l'exclure définitivement et s'est présenté à toutes les séances, depuis son exclusion, étant à chaque occasion expulsé de force par la police. Ces actions ont suscité de fortes protestations de la part de tous les autres conseillers anti-unionistes de Belfast, entraînant l'exclusion temporaire du conseiller de PD Fergus O'Hare, le retrait collectif des réunions du conseil des conseillers du Sinn Fein et du SDLP (parti nationaliste, mais qui s'oppose à la lutte anti-impérialiste) et des scènes de désordre sur les bancs publics quand la police a été appelée à expulser les électeurs de McAnulty venus protester contre son exclusion.

L'affaire a eu beaucoup de publicité en Irlande, et PD a lancé une campagne pour faire connaître le cas dans le mouvement ouvrier britannique. L'établissement unioniste de Belfast a été obligé de reculer. Quand McAnulty a porté l'affaire devant le tribunal supérieur de Belfast, celui-ci a déclaré illégale son exclusion définitive. C'est à la suite de ce revers humiliant que les unionistes ont introduit des mesures pour limiter de façon drastique le droit du public d'assister aux séances du conseil et ont entrepris d'empêcher que le Sinn Fein et PD se présentent aux élections de mai.

L'affaire du « *tablier de boucher* » a donné lieu à la première tentative de s'organiser contre les attaques de plus en plus fréquentes aux droits des élus anti-impérialistes dans les Six comtés (Irlande du Nord), surtout ceux du Sinn Fein. C'est un tournant important. Avec les avancées électorales du Sinn Fein depuis les grèves de la faim de 1981, les gouvernements aussi bien britannique qu'irlandais ont adopté une politique visant à marginaliser les conseillers anti-impérialistes, en refusant qu'ils jouissent des droits normalement accordés aux élus. Par exemple, ils ont limité le droit des représentants du Sinn Fein de faire des voyages en Angleterre ; ils ont interdit à Gerry Adams, président du Sinn Fein, de visiter les prisons ; des ministres, aussi bien à Belfast qu'à Dublin, ont refusé de rencontrer des conseillers du Sinn Fein, et ce parti a été exclu du Forum irlandais, conférence des forces nationalistes modérées de toute l'île mise en place afin d'élaborer un programme nationaliste minimum ainsi qu'une solution au conflit au Nord. Margaret Thatcher a rejeté sur

le champ les propositions même les plus modérées proposées par cette conférence.

Le Sinn Fein n'a pas sérieusement tenté d'organiser une défense politique contre ces attaques, se limitant plutôt à dire : « *Mais alors, qu'est-ce que vous attendez d'autre de ces gens-là ?* » Sa politique de non-reconnaissance des tribunaux et du Dail (Parlement irlandais) l'empêche aussi de se servir de certains des moyens qu'il faudrait probablement utiliser dans une telle campagne de défense. La direction du SDLP, loin de défendre le Sinn Fein, a collaboré de façon active à ces attaques, par exemple en donnant son aval à l'exclusion du Sinn Fein du Forum irlandais.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la signification de la bataille de PD. Cette organisation a appelé à une réunion de tous les élus anti-unionistes des Six comtés pour discuter de la situation qui serait créée si la nouvelle proposition du conseil municipal de Belfast était adoptée. La question de la limitation des droits des élus anti-impérialistes en Irlande du Nord représente un enjeu important. C'est aux militants solidaires de la lutte du peuple irlandais de la soulever dans le mouvement ouvrier, en Grande-Bretagne et ailleurs. ■

LUXEMBOURG

Les fonds des mineurs britanniques détournés

Pour parvenir à briser la grève des mineurs, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher n'a ménagé ni les moyens financiers ni les pressions et les chantages. Déjà en septembre 1984, un tribunal britannique avait déclaré illégale la grève des mineurs, et ceci sur la base de nouvelles lois antisyndicales créées à cet effet. Le 10 octobre 1984, le tribunal avait condamné le Syndicat national des mineurs (NUM) à une amende s'élevant à la somme de 200 000 livres sterling (2,2 millions de francs). Devant le refus légitime du NUM de payer cette amende, un tribunal britannique décida la mise sous séquestre des biens que le NUM avait préféré transférer sur des comptes bancaires à l'étranger.

La majeure partie de ces fonds (54 millions de francs) a été placée auprès de l'institut financier Nobis Finanz International au Luxembourg, et le reste (33 millions de francs) à Dublin et en Suisse. La société Price Waterhouse et Cie fut chargée de la mise sous séquestre. Son repré-

sentant envoyé au Luxembourg pour confisquer les fonds du NUM n'a pas obtenu gain de cause. Un tribunal luxembourgeois chargé de l'affaire décida que seulement 200 000 livres pourraient être bloqués sur les comptes du NUM au Luxembourg, le reste (50 millions de francs) restant à la libre disposition du syndicat.

Tout de suite après l'annonce de l'intention du gouvernement conservateur britannique de confisquer les fonds du NUM, une virulente campagne de protestation fut impulsée au Luxembourg. La section de jeunes du Syndicat des cheminots et le Mouvement de libération des femmes (MLF) organisèrent, le 17 décembre, un piquet de protestation devant l'ambassade britannique au Luxembourg. La Confédération des syndicats libres du Luxembourg (CGT) publia un communiqué de protestation exigeant que seul le NUM ait le droit de disposer de ses fonds, qui étaient le produit de cotisations syndicales.

A l'initiative des militants du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section luxembourgeoise de la IV^e Internationale, un appel était lancé au gouvernement luxembourgeois (une coalition formée par le Parti socialiste et le Parti chrétien-social, de droite) et à son ministre de la Justice (un socialiste, président du PS) pour s'opposer à toute complicité de ce dernier avec les manœuvres de Margaret Thatcher et pour exiger que seuls les représentants du NUM aient le droit de prélever leurs fonds sur ce compte. Cet appel fut lancé officiellement le 12 janvier dans tous les quotidiens de gauche par une trentaine de personnalités, à savoir des députés du PS, du PC et des Verts, les présidents et les dirigeants des trois grandes centrales syndicales (syndicat libre, syndicat chrétien et Syndicat des cheminots), du PSR, du MLF, etc.

Suite à cet appel, l'institut financier concerné a dû reporter son intention de remettre les fonds syndicaux au mandataire britannique, M. Michael Arnolds. Répondant à une question parlementaire d'un député communiste, le ministre de la Trésorerie et des Affaires étrangères, Jacques F. Poos (socialiste) déclara que le gouvernement luxembourgeois avait demandé à l'institut financier concerné de ne pas délivrer les fonds syndicaux du NUM, parce que les décisions de la justice britannique ne seraient pas exécutoires sur le territoire luxembourgeois et qu'une décision de la justice luxembourgeoise devrait déterminer l'ayant droit de ces fonds, soit le NUM soit le représentant de la justice britannique.

C'est alors, malgré les protestations, la recommandation du gouvernement luxembourgeois et la décision de la justice luxembourgeoise, que les financiers de la Nobis Finanz International ont quand même remis la totalité des fonds déposés au Luxembourg au mandataire de la justice britannique, sauf les 200 000 livres sterling bloquées par décision de la justice luxembourgeoise.

Cet acte scandaleux a immédiatement provoqué une vive réaction et une vague de protestations au Luxembourg.

Les trois centrales syndicales ont protesté « énergiquement contre cette mesure, qui bafoue les droits syndicaux élémentaires, (...) qui s'inscrit dans le cadre de la politique agressive du gouvernement conservateur en Grande-Bretagne et fait partie intégrante des tentatives répétées des forces conservatrices en Europe de s'attaquer de plus en plus ouvertement aux droits et libertés syndicaux. » Les syndicats « font appel à toutes les organisations politiques et démocratiques pour qu'elles se mobilisent en commun pour que les mineurs du NUM récupèrent les fonds qui leur appartiennent ». De même, 300 personnalités et militants des diverses organisations syndicales et politiques de toute la gauche luxembourgeoise protestèrent contre le fait que la justice britannique ait pu s'imposer en territoire luxembourgeois et violer des libertés syndicales élémentaires. Les signataires de cet appel « demandent également que tout soit fait afin que l'argent soit intégralement et dans les plus brefs délais restitué au NUM, qui en a un besoin urgent en ces moments difficiles ».

Dans une prise de position suite à cet appel, le gouvernement luxembourgeois, par la voix de son ministre de la Trésorerie, déclina toute responsabilité et toute complicité dans cette affaire et affirma que les fonds du NUM avaient été débloqués contre la volonté du gouvernement et de la justice luxembourgeois (aucun jugement ne l'avait ordonné) par la société-mère de l'institut financier en question, à savoir une banque ouest-allemande. Pour contourner la justice luxembourgeoise, les fonds avaient été payés à partir de l'Allemagne de l'Ouest par la Banque de crédit industriel de Dusseldorf, qui est une co-propriété des plus puissants industriels et banquiers allemands. D'ailleurs, cette banque est tellement inquiète de l'issue de cette affaire qu'elle a contracté, en collaboration avec le mandataire britannique, une assurance auprès de la Lloyds à Londres.

Il est urgent que toutes les organisations du mouvement ouvrier en Europe protestent avec véhémence contre cette attaque inadmissible contre le droit syndical de pouvoir disposer librement des fonds syndicaux. Contre ce coup de force du grand capital international, solidaire pour mettre à genoux l'un des syndicats les plus combatifs d'Europe, il faut opposer la solidarité internationale de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales et politiques pour sauvegarder les droits syndicaux élémentaires.

D'ailleurs, dans cette scandaleuse affaire, beaucoup de questions sont demeurées sans réponse. La banque-mère ouest-allemande a-t-elle agi illégalement ? Avec quel argent le mandataire britannique ou la banque allemande ont-ils payé l'assurance auprès de la Lloyds ? Le ministre de la Trésorerie du Luxembourg affirme formellement que la somme déposée par le NUM reste disponible auprès de l'institut financier au Luxembourg ; de quel droit la banque refuse-t-elle au NUM l'accès et la libre disposition de ce qui lui appartient légitimement ?

Tout doit être donc fait pour que les fonds syndicaux soient intégralement restitués au NUM, qui en est le légitime propriétaire. ■

EGYPTE

Liberté pour les emprisonnés politiques

De nouvelles informations permettent de préciser les conditions de l'arrestation, le 21 janvier dernier, de plusieurs personnes accusées d'appartenir au Parti communiste égyptien - fraction du Congrès (scission de gauche du PC égyptien) et à « une organisation communiste trotskyste » (cf. *Inprecor* numéro 191 du 4 mars 1985). Les personnes arrêtées semblent avoir été au nombre de 26. Dix d'entre elles, dont plusieurs femmes, ont été relâchées et sont aujourd'hui en liberté provisoire. Parmi elles, on peut citer les noms de Mohammed Taha Elewa (avocat), sa femme Ehsam El Dessouki (avocate), Wafa Helbi (étudiante) et Mohammed Hakim (étudiant).

Les 16 autres, tous des hommes, parmi lesquels Hisham Bayouni (étudiant), Mohammed Bechir Abdelgawad, Ahmed Hassan, Ibrahim Abdelmeguid (écrivain), Hosni Abdelahim, Kamel Khalil Khalil (ingénieur), Ahmed Kamal Awad (avocat), sont toujours maintenus en prison. Une première décision juridique a ordonné leur mise en liberté provisoire sous caution, mais le ministère de l'Intérieur s'est opposé à leur élargissement. Une nouvelle demande de mise en liberté provisoire a été adressée devant une juridiction d'appel qui doit rendre sa décision le 11 mars. Les dossiers transmis au parquet par les forces de répression concernent au total 90 personnes, dont on ne sait toujours pas quand et dans quelles conditions se tiendra le procès.

Le coup de filet policier a été opéré juste avant la tenue de la Foire internationale du livre, les autorités craignant une manifestation prévue pour protester contre la présence d'un stand israélien. Toutefois, les chefs d'accusation portés contre les 90 personnes poursuivies par le régime ne font évidemment pas état de ce motif et les accusent de constitution d'organisation illégale visant au renversement du régime. La volonté de faire apparaître ces militants comme des extrémistes partisans d'actions violentes pour le renversement du régime est manifeste. Le procès devrait donc avoir lieu devant une cour de sûreté de l'Etat et les peines encourues sont très lourdes. Si les dispositions de l'Etat d'urgence étaient appliquées, le jugement de cette instance d'exception serait sans appel.

Pour protester contre ces arrestations, il faut adresser des messages réclamant la libération immédiate des personnes incarcérées et l'arrêt des poursuites, à Hosni Moubarak, Président de la République, Palais présidentiel, le Caire, Egypte. ■

Les femmes de mineurs à l'avant-garde

L'un des aspects les plus marquants de la longue grève des mineurs britanniques, qui vient de se terminer, a été l'importance du phénomène de la création de groupes de femmes de mineurs pour soutenir la lutte. En Bolivie, il existe déjà une longue tradition de ce type d'organisation. En octobre 1942, près de la ville d'Oruro, l'armée ouvrait le feu sur une manifestation de plusieurs centaines de femmes de mineurs organisée pour protester contre le bas niveau des salaires des mineurs. Une femme de 60 ans, Maria Barzola, qui fut tuée alors qu'elle dirigeait cette manifestation, est devenue un martyr et un symbole de la lutte des femmes des mineurs d'argent, d'étain et de cuivre, lutte qui a continué et s'est largement développée depuis. Des organisations de femmes de mineurs existent depuis 1946 et sont devenues des structures permanentes. Connus sous le nom de comités « Amas de Casas » et coordonnés maintenant au niveau national, ils ont commencé à organiser des femmes surtout sur les questions du ravitaillement et des prix.

Dans chaque communauté minière de Bolivie, il y a une « pulperia », sorte d'épicerie qui appartient à la mine, que cette dernière soit privée ou nationalisée. Ces magasins possèdent un monopole du commerce de l'alimentation, et il y a souvent des pénuries de produits de base et des hausses des prix à cause de l'inflation qui monte en flèche. Dans de tels cas, les comités « Amas de Casas » s'organisent pour exiger que le syndicat local agisse. Parfois, les femmes font des cortèges pour se rendre à la réunion du syndicat. Mais ce n'est pas seulement au moment où un tel problème précis surgit que les femmes s'organisent. Dans beaucoup d'endroits, elles se réunissent deux ou trois fois par semaine pour s'occuper de problèmes quotidiens tels que l'éducation, la santé, le travail en commun avec les paysannes, etc. Elles sont souvent mieux organisées que les hommes et, aujourd'hui, beaucoup d'entre elles participent aux réunions du syndicat. Au moment des grèves, leurs organisations jouent un rôle clef dans la mobilisation de toute la communauté derrière les revendications des travailleurs.

Dans son livre *Si on me donne la parole* (publié en français par les éditions Maspéro en 1980), la femme de mineur Domitila décrit le comité « Amas de Casas », à la création duquel elle a participé en 1961 avec une soixantaine d'autres femmes, dont les maris étaient tous en prison pour leurs activités syndicales. Elles se sont organisées pour exiger la libération de leurs maris et ont commencé une grève de la faim qui a abouti à la satisfaction de leurs revendications. Après ce premier succès, plusieurs centaines de fem-

mes participèrent aux réunions du comité, lequel était capable de mobiliser 5 000 femmes dans les manifestations. Domitila explique l'impact de la création des comités sur les femmes elles-mêmes : « *En tant que femmes, nous avons été élevées depuis le berceau avec l'idée que les femmes ne sont destinées qu'à faire la cuisine et à s'occuper des enfants, qu'elles sont incapables de s'investir dans un travail important. Surtout, il ne fallait pas les laisser s'intéresser à la politique.* » Avec la création des comités de femmes de mineurs, tout cela a commencé à changer.

L'organisation nationale des femmes de mineurs se réunit régulièrement depuis maintenant 4 ou 5 ans et a établi des liens avec les syndicats au niveau national. Des représentantes des femmes de mineurs étaient présentes au dernier congrès de la confédération syndicale COB, en août 1984. En fait, avec l'approfondissement de la crise en Bolivie et l'intensification de la lutte menée par les organisations ouvrières, le rôle des femmes en général et des organisations de femmes de mineurs en particulier, devient de plus en plus important. Il y a maintenant une inflation galopante dans le pays. En octobre 1982 par exemple, il y avait un taux de change de 44 pesos contre un dollar, alors qu'aujourd'hui, ce taux est de 45 000 pesos contre un dollar.

La COB a lancé un appel à toutes les femmes de Bolivie pour qu'elles s'organisent comme le font les femmes de mineurs et pour qu'elles prennent en charge l'organisation et la distribution du ravitaillement. La COB propose que des comités de femmes de quartier prennent le contrôle des dépôts d'emmagasinage des produits alimentaires — que ces dépôts soient nationalisés ou privés — et qu'elles vendent ces produits au prix légal pour s'opposer aux prix dictés par l'inflation ou par les spéculateurs et les gangsters. Si les femmes commencent à s'organiser à cette échelle — et la réponse donnée pour l'instant à l'appel de la COB n'est pas claire —, elles se trouveront au premier rang de l'affrontement avec le secteur privé, voire avec le gouvernement lui-même.

Grâce à la lutte des femmes de mineurs, la nécessité de l'auto-organisation des femmes est maintenant reconnu par le mouvement syndical tout entier, et les comités « Amas de Casas » sont devenus un modèle pour toutes les femmes du pays. Les femmes se sont aussi mobilisées par le passé autour de questions telles que la lutte contre la stérilisation forcée introduite par les programmes d'aide américains. Elles se sont organisées dans le textile, secteur où travaillent beaucoup de femmes. Peu de femmes vont au travail en Bolivie, mais la plupart d'entre elles sont obligées de gagner de l'argent en prenant à la maison des vêtements pour les laver ou en vendant des marchandises dans la rue.

Cependant, les femmes commencent aussi à s'organiser dans les entreprises. Celles qui travaillent dans le secteur public ont récemment créé un syndicat national. L'article 104 de la Constitution bolivienne interdit aux travailleurs du sec-

teur public de se syndiquer, et c'est surtout les femmes qui sont passées au-delà de cette interdiction en organisant le syndicat. Maintenant, elles le dirigent et se trouvent depuis un an au premier rang des actions de la COB. La lutte héroïque des femmes boliviennes, et surtout des femmes de mineurs, ont placé les femmes au premier rang du mouvement ouvrier, où elles sont les mieux placées pour avancer leurs propres revendications. Mais c'est leur auto-organisation au niveau national et local qui a été et qui reste le moteur de ce processus. ■

GRANDE-BRETAGNE

Deuxième rencontre de solidarité avec les mineurs

La défaite de la grève des mineurs, après un an de lutte, est un coup dur pour toute la classe ouvrière britannique. Nous reviendrons dans un prochain numéro sur toutes les leçons de cette grève historique et sur la situation actuelle du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. Mais la fin de la grève ne signifie pas qu'il n'y a plus besoin de solidarité internationale. Au contraire, à un moment où les mineurs mènent bataille dans des conditions difficiles pour la réintégration de plus de 700 de leurs camarades licenciés au cours de la grève et pour la libération de 150 d'entre eux qui sont en prison, ils ont plus que jamais besoin de notre soutien.

Nous publions ci-dessous un compte-rendu de la deuxième rencontre de solidarité avec les mineurs, organisée peu avant la fin de la grève par l'hebdomadaire marxiste révolutionnaire Socialist Action, et qui montre bien que si la grève n'a pas été victorieuse, ce n'est pas parce que les mineurs manquaient de combativité, mais essentiellement par la faute de l'absence criminelle de soutien de la part des directions du Parti travailliste et de la Confédération des syndicats (TUC).

La deuxième rencontre nationale de solidarité avec la grève des mineurs, organisée par *Socialist Action*, a eu lieu le 16 février dernier à Penrhiwceiber au Pays de Galles du Sud. 400 personnes y ont participé, en majorité des mineurs et des femmes de mineurs, avec la présence d'invités des Etats-Unis, de RFA, des Pays-Bas, de France, d'Irlande, de Suède, du Danemark et du Japon. Cette rencontre a eu lieu dans un contexte fort différent de la première, tenue à Bold, dans le Lancashire, en octobre 1984, à un moment où il semblait que la grève puisse être victorieuse (cf. *Inprecor* numéro 184 du 19 novembre 1984). Cette fois, il était déjà clair que la lutte se dirigeait vers une conclusion sans victoire, bien que l'espoir restait vif de pouvoir arriver à un « règlement honorable » que la direction du Syndicat national des mineurs (NUM) essayait à ce moment-là de négocier avec l'Office national des charbonnages (NCB).

Pourtant, le moral des participants était élevé du fait que la rencontre se tenait au cœur du bassin de Galles du Sud, là où une majorité écrasante de mineurs est demeurée solide derrière la grève, du début à la fin. Comme l'a souligné l'un des orateurs, la détermination des mineurs de cette région avait été renforcée par la conscience du fait que si la direction des charbonnages réussissait à appliquer son programme de fermeture des mines, la conséquence pour la région en serait dévastatrice, entraînant la perte de 100 000 emplois dans les charbonnages et dans les secteurs qui en dépendent.

L'un des axes principaux de la discussion fut donc la nécessité de soutenir ce qui serait la dernière tentative de la direction du syndicat de négocier ce « règlement honorable » du conflit, qui aurait permis aux mineurs de reprendre le travail sans accepter la fermeture des mines par le NCB et d'obtenir une amnistie pour les mineurs licenciés pendant la grève. C'est dans ce contexte que Kay Sutcliffe, l'une des dirigeantes du mouvement des femmes de mineurs, exprima la méfiance répandue et justifiée du rôle joué dans ces négociations par la direction du TUC tout au long de cette dernière année, qui a trahi la grève par son manque de soutien. Ensuite, Dai Davies, membre de l'exécutif régional du NUM, apporta un démenti aux allégations parues dans la presse, selon lesquelles le syndicat de sa région ou d'autres régions auraient l'intention de reprendre le travail de façon unilatérale, sans attendre qu'une décision dans ce sens soit prise au niveau national. Davies précisa d'ailleurs les enjeux de la grève : « Des gens ont dit ici, tout à l'heure, que ce que veut le gouvernement, c'est la peau de Scargill. Mais ce n'est pas vraiment la peau d'Arthur Scargill qu'ils recherchent. Ce qu'ils veulent, c'est casser notre organisation syndicale. Ils veulent la détruire à la racine. Quant à nous, nous ne nous rendons pas. » C'est cet esprit de résistance qui a caractérisé toute la rencontre et qui sera vital pour les batailles qu'il va falloir mener après la reprise du travail, notamment pour défendre l'unité et l'indépendance du syndicat.

La rencontre fut marquée par une compréhension renforcée du rôle de l'Etat et de la nécessité d'unir les luttes de tous les opprimés. Kay Sutcliffe a notamment souligné que les méthodes de répression utilisées par la police contre les mineurs au cours de la grève avaient été préparées ailleurs : « Ils ont été bien entraînés. Nous savons tous sur qui ils ont été entraînés et nous avons regardé cela sans réagir : contre la communauté noire de ce pays, contre les homosexuels et les lesbiennes de ce pays, contre les femmes de Greenham Common et contre le peuple d'Irlande du Nord. »

C'est cette question des liens entre la lutte en Irlande et la grève des mineurs qui fut au cœur de l'intervention de Fergus O'Hare, conseiller municipal de Belfast et militant de People's Democracy, section irlandaise de la IVe Internationa-

le, intervention qui a suscité la réaction la plus enthousiaste de la journée. Il a commencé son discours en irlandais, en expliquant que s'il avait fait pareil en Irlande du Nord, cela aurait été illégal, car le gouvernement britannique ne permet même pas aux Irlandais de parler leur propre langue dans la partie de l'île qu'il domine directement.

Notre camarade a notamment déclaré : « Je voudrais vous dire à quel point je me sens privilégié de parler aux gens qui luttent ici contre le même régime cruel et répressif contre lequel nous autres Irlandais nous luttons depuis 16 ans. Comme en Irlande, vous vous battez pour la survie de vos communautés. (...) Il est très important que nous apprenions les uns des autres. Il y a beaucoup de leçons que nous pouvons apprendre de vous sur l'organisation du mouvement ouvrier. Il y a beaucoup de choses que les mineurs peuvent apprendre de la lutte en Irlande. Nous avons commencé, en Irlande, par des manifestations pacifiques, et on nous a répondu par la répression. La semaine dernière, à Belfast, deux garçons qui avaient volé une voiture pour faire un tour sont tombés sous les balles des militaires. Sous l'occupation militaire, la punition pour avoir volé une voiture, c'est l'exécution sommaire. Margaret Thatcher donne toujours aux gens des leçons de démocratie, (...) elle ne sait même pas ce que c'est la démocratie. En Irlande, elle a agi sciemment contre la volonté de 80 % du peuple irlandais, qui veut avoir son propre pays, uni et non divisé. Alors, quand cette même Margaret Thatcher nous dit que les mineurs devraient organiser une consultation, son but n'est pas réellement la démocratie, c'est de faire passer sa propre politique. Dans ce cas la démocratie ne lui sert que de façade. Nous avons élu Bobby Sands comme député de la circonscription de Fermanagh-Tyrone du Sud. 50 000 personnes sont allées voter pour lui. Et qu'est-ce qu'a fait Thatcher ? Elle n'a pas respecté cette volonté exprimée par le peuple. »

O'Hare a poursuivi en expliquant d'autres similarités entre les deux luttes. Par exemple, une des raisons pour lesquelles les femmes ont joué un rôle aussi important dans la lutte irlandaise tient au fait qu'en Irlande du Nord la population carcérale masculine est la plus importante de toute l'Europe. Ce sont donc les femmes qui ont pris la tête du mouvement de masse au moment des grèves de la faim, et grâce au rôle qu'elles ont joué dans la lutte anti-impérialiste, elles sont mieux placées pour avancer leurs propres revendications, exactement comme les femmes des mineurs. Il a expliqué qu'en Irlande du Nord il y avait aussi des "jaunes", ces super-mouchards qui avaient dénoncé des centaines de militants anti-impérialistes, mais que cela n'avait pas empêché que leurs communautés s'organisent collectivement pour se battre contre la répression de l'Etat. C'est ce message, celui de la volonté de s'organiser dans l'unité et avec détermination face à l'ennemi de classe, qu'il faut retenir de cette rencontre. ■

(suite de la page 28)

présenter les travailleurs de Grenade comme le NJM à réussi à l'être à une époque.

— En prenant l'engagement de soutenir le mouvement progressiste aujourd'hui à Grenade, c'est-à-dire le MBPM dont tu es l'un des dirigeants, nous voulons aussi faire tout ce que nous pouvons pour étendre le mouvement de solidarité avec ce qui se passe actuellement dans cette île, avec cette lutte à long terme dans laquelle vous êtes engagés. Peux-tu donc nous dire quels sont, à ton avis, les principaux besoins du mouvement à Grenade et ce qui peut être fait par le mouvement de solidarité en Europe, et plus spécifiquement en France ?

— Nous avons souvent répété que la tâche principale pour tous ceux qui veulent aider le mouvement révolutionnaire grenadien est de faire connaître le plus largement possible la réalité de la situation à Grenade et de diffuser le maximum d'informations à cette fin. Il faut d'abord faire comprendre à l'opinion internationale que l'occupation de Grenade continue sous la forme la pire et la plus vulgaire. Il faut lui faire comprendre que la prétendue démocratie n'est qu'une façade et que les élections ont été manipulées par les Yankees. Diffuser ce type d'information générale est devenu essentiel. Nous demandons ensuite au mouvement de solidarité de s'engager dans diverses formes de solidarité matérielle. Vous pouvez nous aider avec du matériel pour notre journal, avec du matériel pour les patriotes et la fondation Maurice Bishop et les martyrs du 19 octobre. Cette fondation à but non lucratif essaie d'obtenir des formes diverses d'aide pour les personnes nécessiteuses et du matériel pédagogique pour des écoliers. Le mouvement de solidarité peut nous aider sous toutes ces formes-là.

— Peux-tu nous informer sur la situation du mouvement de solidarité dans la région de la Caraïbe même et l'importance qu'il a par rapport à votre lutte à Grenade ?

— De façon générale, les mouvements progressistes de la Caraïbe ont commencé de nouveau à s'affirmer au sein de leurs sociétés. Nous pensons qu'étant donné la contre-offensive menée par l'administration Reagan et la droite dans toute la région, les efforts pour rassembler les mouvements progressistes de la Caraïbe et y développer un fort mouvement de solidarité prennent toute leur importance. Nous intervenons donc aux côtés de tous les groupes progressistes de la Caraïbe, anglophone aussi bien que francophone et hispanophone, ainsi qu'en Amérique latine, pour avoir de nouveau une force unifiée de la gauche qui puisse poursuivre le combat contre l'impérialisme et ses efforts pour écraser les luttes des travailleurs de la région. ■

Propos recueillis
par Charles MICHALOUX,
Paris, 18 février 1985.

La gauche révolutionnaire se reconstruit

Entretien avec George LOUISON

GEORGE Louison, ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement de Maurice Bishop et aujourd'hui l'un des dirigeants du Mouvement patriotique Maurice Bishop (MBPM), était de passage en France en février dernier. Il a bien voulu, à cette occasion, accorder une interview à *Inprecor*.

« INPRECOR » : — Camarade Louison, nous te remercions tout d'abord d'avoir accepté de discuter avec nous de la situation actuelle à Grenade. Pourrais-tu nous expliquer les principaux éléments de cette situation, aussi bien après les élections de décembre dernier qu'après la mise en place du nouveau gouvernement, et alors que se poursuit l'occupation américaine ? (1)

George LOUISON : — Par rapport à l'occupation de notre pays, il faut constater que la situation reste essentiellement la même qu'il y a un an. Dans ce sens, les élections n'ont rien changé du tout. Elles ont permis aux Yankees de mettre en place un régime qui va appliquer une politique économique destinée à imposer encore plus de privations aux pauvres et aux travailleurs. En plus, ce gouvernement est en train de créer un appareil militaire local répressif, sous la forme notamment d'une unité de Services spéciaux, force paramilitaire qui fera partie de la Force régionale de défense et sera utilisée aussi pour des tâches de répression contre le mouvement progressiste.

La situation économique s'est rapidement détériorée depuis un an. Tous les programmes économiques commencés sous le Gouvernement révolutionnaire populaire ont été soit complètement abandonnés soit réduits de façon drastique. Dans cette situation, le chômage a rapidement augmenté, passant d'environ 12 % avant l'invasion US à presque 40 % aujourd'hui. Les services sociaux instaurés par la révolution ont été réduits et les projets économiques entrepris à cette époque ont été supprimés, comme cela a été le cas de l'usine agro-industrielle et de la Société de pêche, ou ont vu leurs activités réduites de façon dramatique, comme dans le cas de la Société des fermes de Grenade et de l'Office national du commerce et des importations.

Le peuple grenadien se trouve donc dans une situation difficile. Et le nouveau gouvernement ne fait strictement rien pour améliorer ses conditions d'existence, qui se sont détériorées depuis un an. Ce gouvernement donne plutôt la priorité au développement de l'économie sur la base des investissements étrangers, politique de développement économique bien con-



Meeting du MBPM. (DR)

nue ou plutôt de non-développement, qui a fait faillite dans tous les pays de la Caraïbe et dans tous les pays du tiers-monde. C'est cette théorie, qui repose sur la logique du marché comme moteur de l'économie grenadienne, qui devient l'axe central de la politique du gouvernement imposé par les Américains à St-George's. La situation des pauvres et des travailleurs devient donc de plus en plus dure et nous nous attendons à ce que les choses empiraient dans la période qui vient.

— Le Mouvement patriotique Maurice Bishop semble considérer comme tâche principale la reconstruction d'un parti des travailleurs et des masses laborieuses de Grenade aujourd'hui. Peux-tu faire le point sur l'étape actuelle de la réalisation de cet objectif ?

— Il est vrai que notre objectif principal depuis un an a été celui de rétablir un mouvement progressiste pour continuer la lutte au nom du peuple travailleur de Grenade, étant donné que le New Jewel Movement (NJM) a été détruit par la contre-révolution issue de ses propres rangs. Nous pensons que ce travail a bien avancé au cours de l'année passée. Nous avons réussi à refaire connaître au peuple tout entier le programme du parti. Le parti

s'est présenté aux élections pour s'en servir comme tribune pour remettre à l'ordre du jour de la politique du pays le programme du mouvement progressiste. Nous pensons que nous avons réussi à faire cela, étant donné que le parti était à ses débuts, que nous repartions de zéro ou, plutôt, que nous renaissions de nos cendres.

C'est dans ce cadre que nous pouvons dire que nous avons de nouveau un parti et que dans les mois qui viennent nous pouvons nous fixer une série de tâches. Tout d'abord, il s'agit de construire l'organisation et de l'étendre dans tous les villages du pays. Deuxièmement, il faudra développer notre travail de masse parmi le peuple et notamment notre intervention en direction des femmes, des jeunes, et notre travail syndical. Troisièmement, nous allons développer notre travail de propagande au travers de notre journal, *l'Indies Times* et d'autres formes de propagande que nous pourrions développer. En quatrième lieu, nous allons renforcer nos liens avec les groupes de solidarité dans d'autres pays. Enfin, bien sûr, nous allons nous donner les moyens de construire quelque chose sur la base de notre héritage, en travaillant pour commémorer Maurice Bishop et les martyrs du 19 octobre. Voilà les tâches principales auxquelles est confronté notre parti. Je pense que nous pourrions avoir de nouveau un parti qui représente les intérêts de tous les travailleurs de Grenade.

— Par rapport à cette tâche de reconstruction d'un parti, comment expliquez-vous aux masses grenadiennes la différence entre ce que vous faites maintenant et ce qui s'est passé pendant les événements d'octobre 1983, puisque tu as expliqué toi-même que ces événements ont constitué un traumatisme pour le peuple grenadien ? Comment expliquez-vous le processus qui a rendu possible l'invasion américaine, c'est-à-dire cette contre-révolution de l'intérieur dont tu viens de parler ?

— Nous nous efforçons d'expliquer consciencieusement et franchement au peuple quelles ont été les erreurs faites par l'ancien parti, et aussi pourquoi la responsabilité de l'effondrement de la révolution retombe directement sur la clique de Bernard Coard. Nous intervenons dans le sens que le peuple tout entier reconnaisse que notre parti est le seul qui puisse recommencer après la débâcle.

Il faut le convaincre que nous pouvons reconstruire le mouvement progressiste et incorporer à son travail tous les véritables patriotes, tous ceux qui ont vraiment lutté pour la révolution dans les années passées. Aujourd'hui, c'est un niveau supérieur de démocratisation du travail du parti et du mouvement progressiste qui doit nous donner la possibilité de construire un parti qui puisse vraiment re-

(suite page 27)

1. Pour une analyse sur le contexte et le résultat des élections de décembre dernier, se reporter à *Inprecor* numéro 184 du 19 novembre 1984 et 188 du 21 janvier 1985.